

**« Au-delà du gaz et des armes » :
atouts et faiblesses du commerce
entre la Russie et le Moyen-Orient**

IGOR DELANOË *Directeur-adjoint, Observatoire franco-russe, Chambre de commerce et d'industrie franco-russe*

Édité et diffusé par la Fondation pour la Recherche Stratégique
4 bis rue des Pâtures – 75016 PARIS

ISSN : 1966-5156
ISBN : 978-2-490100-05-7
EAN : 9782490100057

SOMMAIRE

INTRODUCTION	5
UN RÉINVESTISSEMENT DE LA SCÈNE ÉCONOMIQUE MOYEN-ORIENTAL RÉUSSI, MAIS INCOMPLET	7
LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS : UNE MANNE ENCORE TROP RARE	15
Des investissements directs russes croissants au Moyen-Orient.....	16
De timides investissements en provenance du Moyen-Orient dans les régions russes	19
La Russie, un eldorado pour les fonds souverains moyen-orientaux ?	22
Le Moyen-Orient, une destination prisée par les touristes russes	26
À LA RECHERCHE DE NOUVEAUX RESSORTS POUR DÉVELOPPER LE COMMERCE RUSSO-MOYEN-ORIENTAL	29
L'Égypte : la porte de l'Afrique.....	30
Le corridor Nord-Sud : bientôt une nouvelle route vers le Golfe persique ?	31
La finance islamique : un avenir incertain en Russie	33
CONCLUSION	36

Introduction

La crise syrienne a mis en lumière l'intérêt renouvelé de la Russie pour le Moyen-Orient. Principalement guidé par des considérations d'ordre géopolitique et sécuritaire, le retour opéré par Moscou sur la scène moyen-orientale présente néanmoins aussi un volet économique et commercial qui ne se limite pas aux seules ventes d'armements et aux contrats énergétiques. Appartenant à « l'étranger lointain »¹, les pays du Moyen-Orient² ont vu au cours des vingt-cinq dernières années la Russie réinvestir modestement, patiemment et progressivement leur scène économique. Moscou a dû apprendre depuis 1991 à envisager la région à travers le prisme du « business » – ce qui n'était pas dans les habitudes soviétiques – et s'y est retrouvée en concurrence avec des acteurs économiques européens, américains et asiatiques implantés de longue date. En outre, la Russie a souffert d'un déficit d'image dans la mesure où sa politique moyen-orientale a longtemps été perçue par les acteurs régionaux comme étant inconsistante, opportuniste et relevant de décisions principalement tactiques visant presque exclusivement à contrer ou concurrencer les États-Unis. Par ailleurs, le Kremlin a construit une approche régionale qui s'est souvent articulée autour d'un certain nombre d'États considérés comme essentiels pour les intérêts soviétiques puis russes au Moyen-Orient (l'Égypte nassérienne, la Syrie, l'Iran, l'Irak et le Yémen). Cette approche sélective a conduit la Russie à développer une bonne connaissance des réalités politiques, économiques et sécuritaires de ces pays tandis que subsistaient une méconnaissance ou une incompréhension relative vis-à-vis d'autres pays, comme par exemple les pétromonarchies sunnites du Golfe persique. Ainsi, la dernière visite réalisée par le président Vladimir Poutine en Arabie saoudite remonte à février 2007 ; il s'agit alors de la première du genre effectuée par un dirigeant russe dans le royaume saoudien.

Aujourd'hui, Moscou entreprend de consolider son empreinte économique sur la scène moyen-orientale et cherche à attirer en Russie des investissements en provenance de cette région. Les relations commerciales et financières entre la Russie et les pays moyen-orientaux peuvent être qualifiées de déséquilibrées et instables, dans la mesure où elles restent assez fortement tributaires des aléas affectant les relations politiques entre Moscou et ces États. L'activité économique russe dans la région reste à l'heure actuelle soutenue par le secteur énergétique (gaz, pétrole et depuis un temps récent, nucléaire civil) et les

¹ Pour la Russie, il s'agit des États hors CEI.

² Dans cette étude, nous considérerons les relations économiques de la Russie avec la Turquie, l'Iran, l'Irak, les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) arabo-persique (Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Koweït, Qatar, Bahreïn, Oman), le Yémen, la Syrie, le Liban, Israël, l'Autorité palestinienne, la Jordanie et l'Égypte. Nous intégrons les chiffres des échanges en matières énergétiques (gaz, pétrole, charbon, produits gaziers et pétroliers dérivés, hors nucléaire), mais pas ceux liés à la réalisation des contrats d'armements. Ces chiffres sont en effet délicats à intégrer dans la balance commerciale annuelle entre la Russie et les pays du Moyen-Orient dans la mesure où les données les concernant ne sont pas homogènes : ainsi, comment quantifier l'aide militaire apportée par Moscou à la Syrie, notamment les transferts de matériels, depuis le début des années 2010, et à plus forte raison, depuis 2015 ? En outre, certains contrats annoncés pourraient rencontrer des difficultés à effectivement se réaliser (S-400 pour la Turquie). Enfin, d'autres contrats ont bien été signés et ont été honorés ou sont en voie de l'être, mais avec des fonds provenant de pays tiers, ce qui est le cas par exemple du contrat russo-égyptien, largement financé par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis.

contrats d'armements. Moscou souhaiterait toutefois dépasser ce rôle de fournisseur de matières premières et d'équipements militaires. À cela, plusieurs raisons. Si la crise économique de 2008 avait déjà envoyé un signal aux décideurs économiques et politiques russes qu'il était temps d'envisager de diversifier les zones d'investissements et les partenariats commerciaux, la crise ukrainienne et la dégradation durable des relations entre la Russie et la communauté euro-atlantique ont catalysé l'intérêt porté par la Russie pour le Moyen-Orient. Vu de Moscou, dans le contexte des sanctions occidentales et contre-sanctions russes au lendemain de la crise ukrainienne, la région est considérée comme un débouché pour son commerce extérieur en même temps qu'une zone de diversification pour les importations. La compatibilité entre l'offre russe et la demande locale au Moyen-Orient varie sensiblement suivant les pays considérés : très relative avec les pays du Golfe qui exportent du gaz et du pétrole et qui ont accès aux hautes technologies et produits importés d'Occident, cette compatibilité paraît en revanche plus grande avec des États comme l'Iran ou l'Égypte. Frappée par les sanctions occidentales depuis la crise ukrainienne, affectée par une crise économique – qui semble toutefois se résorber depuis le début de l'année 2017 – et pénalisée par un prix du baril qui a lourdement chuté depuis bientôt deux ans, la Russie souhaite par ailleurs promouvoir une image « d'eldorado » pour des investisseurs moyen-orientaux. À cette fin, Moscou mobilise de nouveaux vecteurs : avec près de 20 millions de citoyens musulmans, la dimension « islamique » russe en est un. Le Kremlin n'hésite pas à faire de ses républiques musulmanes – Tatarstan et Tchétchénie en tête – de véritables ambassadeurs des intérêts économiques de la Fédération.

Moins visible et spectaculaire que le réinvestissement opéré par la Russie sur la scène sécuritaire régionale – signatures de contrats d'armements y compris –, l'activité économique russe au Moyen-Orient est aujourd'hui à la recherche d'un nouvel élan. Elle peut compter sur plusieurs facteurs. Au plan politique d'abord, la multiplication ces dernières années des formats de discussions entre la Russie et les pays de la région ont revitalisé un dialogue politique qui était parfois stagnant. À la faveur du double contexte de la crise syrienne et de la déflation des prix du brut, de nouvelles plateformes de dialogue sont apparues tandis que d'autres ont été réactivées : les réunions Russie-OPEP, le forum de coopération russo-arabe³, le dialogue stratégique interministériel Russie-Conseil de coopération du Golfe (CCG), le processus d'Astana – qui réunit Russes, Turcs et Iraniens – ou encore le format « 2+2 » instauré entre Moscou et Le Caire après l'arrivée au pouvoir du maréchal al-Sissi. Les chiffres des échanges commerciaux, envisagés sur les dix dernières années, accréditent par ailleurs l'hypothèse d'une maturation du commerce russo-moyen-oriental qui s'est consolidé autour d'un certain nombre de pôles régionaux, tout en restant dans des volumes modestes. De plus, Moscou explore avec des partenaires moyen-orientaux avec qui elle entretient des liens politiques privilégiés (Iran, Égypte et Turquie) de nouvelles solutions afin de faire franchir à leur commerce bilatéral un saut quantitatif et qualitatif au cours des prochaines années. Fidèle à son approche géopolitique du Moyen-Orient, la Russie semble considérer la région non seulement comme un marché, mais aussi comme un corridor vers d'autres espaces au potentiel prometteur pour son économie : l'Afrique ou même l'Amérique du Sud, où il existe là aussi des compatibilités entre l'offre russe et la demande locale.

³ La 4^{ème} session du Forum de coopération russo-arabe s'est tenue à Abu-Dhabi le 1^{er} février 2017.

Un réinvestissement de la scène économique moyen-orientale réussi, mais incomplet

Les flux commerciaux entre le Moyen-Orient et la Russie ont globalement connu depuis 1991 une tendance haussière. Si en 1995, la Russie réalisait près de 3,9 % de son commerce extérieur avec le Moyen-Orient, ce taux s'élève à 6,6 % en 2004⁴. En 2016, sur un volume d'échanges avec l'étranger de 468 milliards de dollars, un peu plus de 28 milliards proviennent des flux avec le Moyen-Orient, ce qui représente 6,1 % du commerce extérieur russe⁵. La part moyen-orientale des échanges commerciaux russes a donc augmenté depuis l'effondrement de l'URSS, tout en se maintenant à un niveau relativement modeste et a tendance à stagner depuis la fin des années 2000. À titre de comparaison, en 2015, la Russie exporte pour 25 milliards de dollars de marchandises rien que vers l'Allemagne, et le volume du commerce avec la Chine s'établit la même année à 63,5 milliards⁶. Les flux commerciaux entre la Russie et le Moyen-Orient se caractérisent par une balance positive pour la Russie (sauf avec le Qatar) et un profond déséquilibre dans les échanges bilatéraux (bien que moins prononcé, ce constat reste vrai pour le commerce israélo-russe), dans la mesure où la Russie exporte bien plus vers les marchés moyen-orientaux qu'elle n'importe. Les exportations russes consistent principalement en des produits pétroliers, des matières premières (hydrocarbures, métaux, bois, pierres précieuses), des denrées agricoles (céréales), des machines et des équipements, tandis que les importations sont constituées de produits agricoles et pétrochimiques, de technologies de pointe (en provenance d'Israël et des Émirats arabes unis notamment) et du textile⁷.

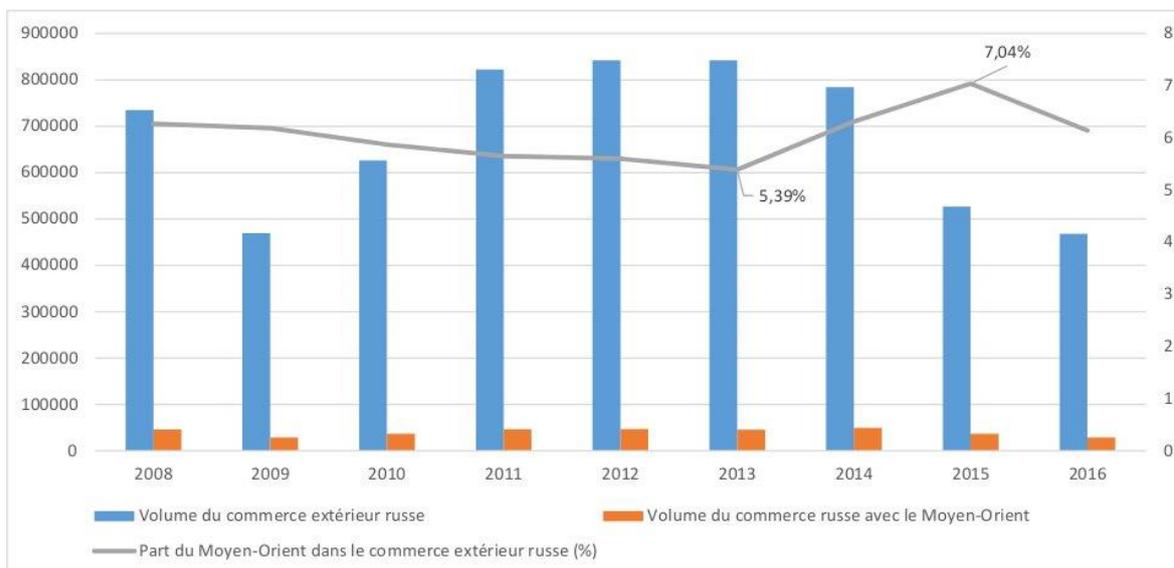
⁴ Paul Rivlin, « The Russian Economy and Arms Exports to the Middle East », *Memorandum n° 79*, Jaffe Center for Strategic Studies, November 2005, p. 33.

⁵ Service fédéral des douanes russes.

⁶ Ibid.

⁷ « Russia and the Greater Middle East », *Analysis*, Russian International Affairs Council, n° 9, 2013, pp. 32-33.

Graphique 1 : Le Moyen-Orient dans le commerce extérieur de la Russie, 2008-2016 (\$US millions)



Graphique réalisé par l'auteur à partir de la base de données du Service fédéral des douanes russes

De 2009 à 2013, la part du Moyen-Orient dans les échanges commerciaux russe a reculé d'année en année, passant de 6,25 % à 5,4 %, ce qui correspond à un minimum au cours de la dernière décennie. Depuis 2014, on constate un rebond de la place occupée par les États moyen-orientaux au sein du commerce extérieur russe, qui est passée de 6,4 % cette année à 7,1 % en 2015 – ce qui correspond à un pic depuis 1991 –, puis à 6,1 % en 2016. Toutefois, lorsque l'on considère les échanges en volumes, c'est la tendance inverse qui ressort. Sur la période 2009-2014, le volume des échanges connaît une croissance pratiquement continue, de \$29 milliards en 2009 à \$49,3 milliards en 2014⁸. Depuis 2014 – année faste pour le commerce russo-moyen-oriental en termes de volume –, les échanges fléchissent : \$37,1 milliards en 2015, puis \$28,7 milliards en 2016.

⁸ En 2008, le volume des échanges commerciaux entre la Russie et le Moyen-Orient était d'environ \$46,1 milliards. La chute du commerce s'explique par la crise économique de 2008-2009. Le choc de 2008-2009 est absorbé dès 2011, année où le volume des échanges retrouve et même dépasse celui de 2008 (\$46,5 milliards).

Tableau 1 : Le Moyen-Orient dans le commerce extérieur de la Russie, 2008-2016 (\$US millions)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Volume total du commerce extérieur russe (\$US, milliards)	734,7	469,2	626	822,1	842	842,2	784,4	526,4	468
Volume du commerce russe avec le Moyen-Orient (\$US, milliards)	46,1	29,1	36,7	46,4	47,2	45,1	49,4	37	28,7
Part du Moyen-Orient dans le commerce extérieur russe	6,27%	6,19%	5,87%	5,65%	5,6%	5,39%	6,31%	7,04%	6,14%

Tableau réalisé par l'auteur à partir des statistiques du Service fédéral des douanes russes

À la lecture de ce tableau, on constate qu'en 2016, la part du commerce russo-moyen-oriental est revenue au niveau de 2009 après avoir connu un pic en 2015 (7,04 %). En volume, l'année 2016 correspond à un minimum sur la période considérée (\$28,7 milliards), ce qui signifie que les échanges commerciaux russo-moyen-orientaux ont bien résisté dans un contexte de déflation du commerce extérieur russe. La baisse enregistrée en 2016 s'explique largement, comme nous allons le voir, par l'effondrement des flux russo-turcs, consécutif à la crise entre Moscou et Ankara survenue entre novembre 2015 et l'été 2016⁹.

Aussi, si depuis 1991 la part du Moyen-Orient dans les échanges commerciaux russes a bien augmenté, on constate cependant une stagnation – si ce n'est un recul – des flux depuis la fin des années 2000. Cette stagnation met toutefois en évidence une bonne résistance du commerce russe avec les pays moyen-orientaux face à une tendance générale à la contraction du commerce extérieur de la Russie qui se manifeste depuis 2013. Cette résilience traduit une maturation des flux commerciaux russo-moyen-orientaux qui ont montré leur capacité à absorber des chocs économiques (conjuncture économique internationale défavorable) et politiques (« printemps arabes ») majeurs, et représentent en moyenne, sur la période 2008-2016, 6,1 % des échanges extérieurs de la Russie. Ainsi, les soulèvements populaires sur la rive Sud de la Méditerranée ne semblent pas avoir impacté outre mesure les échanges commerciaux russo-moyen-orientaux, entrés dans une phase de tassement bien avant les « printemps arabes »¹⁰. Les échanges russo-moyen-orientaux ont

⁹ La Turquie a abattu à la frontière syro-turque un Su-24 russe au mois de novembre 2015, déclenchant l'ire de Moscou qui a instauré une série de sanctions économiques contre Ankara. La crise a perduré jusqu'à ce que le président Erdogan présente au mois de juin 2016 des excuses à la famille du pilote russe décédé, enclenchant ainsi la normalisation des relations avec Moscou, et une levée progressive des sanctions russes. Cet épisode s'inscrit dans le contexte de la crise syrienne dans laquelle Russes et Turcs ont longtemps maintenu des positions antagonistes.

¹⁰ Ces échanges ont même eu tendance à augmenter jusqu'en 2014 inclus.

en outre bénéficié de l'instauration des sanctions occidentales à l'encontre de la Russie et des contre-sanctions russes appliquées notamment sur les produits agricoles en provenance de l'Union européenne. Moscou a depuis 2014 cherché à diversifier ses sources d'approvisionnement en denrées agricoles tout en mettant en place une politique de substitution aux importations. Des pays du Moyen-Orient sont parvenus à s'insérer ou à accroître leurs parts dans la chaîne d'approvisionnement des réseaux russes de grande distribution : c'est le cas d'Israël, de la Turquie (modulo les mois de « brouille » russo-turque)¹¹, et de l'Égypte. Le rebond constaté entre 2013 et 2014 en matière de volume d'échanges aura cependant été bref, la tendance repartant à la baisse dès 2015, tandis que la part du commerce moyen-oriental s'est en revanche maintenue depuis 2013 à un niveau nettement supérieur à celui qu'elle occupait au sein de l'ensemble du commerce extérieur russe depuis la fin des années 2000.

Le principal partenaire économique de la Russie au Moyen-Orient reste de très loin la **Turquie**, avec qui Moscou réalise près de 68 % des échanges avec la région au cours de la période 2008-2016, avec un volume cumulé de \$248 milliards sur un total des flux qui s'élève à \$366,3 milliards. La crise russo-turque intervenue en novembre 2015 et qui s'est progressivement résorbée à compter de l'été 2016 a lourdement impacté le commerce entre les deux pays. En 2016, le volume des échanges a considérablement chuté en s'établissant à \$15,7 milliards, contre \$23,3 milliards l'année précédente (-32 %). Il s'agit du volume d'échanges le plus faible depuis dix ans. Les relations commerciales bilatérales sont dominées par la dépendance de la Turquie vis-à-vis du gaz naturel russe : en 2016, 62 % des importations turques de gaz naturel provenaient de Russie¹². En 2015, sur un volume total de flux commerciaux s'élevant à \$23,3 milliards, les ventes de gaz naturel à la Turquie représentent \$7,7 milliards et celles de pétrole comptent pour \$2,9 milliards¹³. Le secteur énergétique totalise donc, en incluant la vente de produits pétroliers et gaziers dérivés, près de \$11,5 milliards, soit un peu moins de la moitié du total des échanges bilatéraux en 2015. L'agriculture constitue un autre domaine clef du commerce russo-turc : la Russie exporte des céréales et importe de Turquie des fruits et des légumes. Moscou et Ankara mènent des pourparlers depuis plusieurs années pour l'établissement d'une zone de libre-échange. Lors de sa visite dans la capitale russe en février 2017, le président turc Erdogan a indiqué que l'instauration d'une telle zone n'était qu'une « question de temps »¹⁴.

Le second partenaire commercial de Moscou dans la région est **l'Égypte**, avec \$29 milliards d'échanges commerciaux cumulés depuis 2008, ce qui représente 8 % du commerce moyen-oriental de la Russie. Russes et Égyptiens ambitionnent d'atteindre la barre des \$10 milliards annuels dans leurs échanges au cours des prochaines années (\$4,1 milliards en 2016), et envisagent pour cela l'établissement d'une zone de libre-échange entre la République arabe et l'Union économique eurasiatique (UEE). Des

¹¹ La Russie importe de Turquie des légumes et des fruits, dont les « fameuses » tomates turques (330 millions de dollars en 2015) et des agrumes (369 millions de dollars en 2015).

¹² *BP Statistical Review*, June 2017, p. 34. En 2015, le gaz russe représentait 67 % des importations turques de gaz naturel.

¹³ La Turquie a aussi importé pour 733 millions de dollars de charbon russe en 2015. Source : Service fédéral des douanes russes.

¹⁴ « Erdogan's Aide: Russia-Turkey Free Trade Zone Agreement is 'Matter of Time' », *Russia beyond the Headlines*, 28 février 2017.

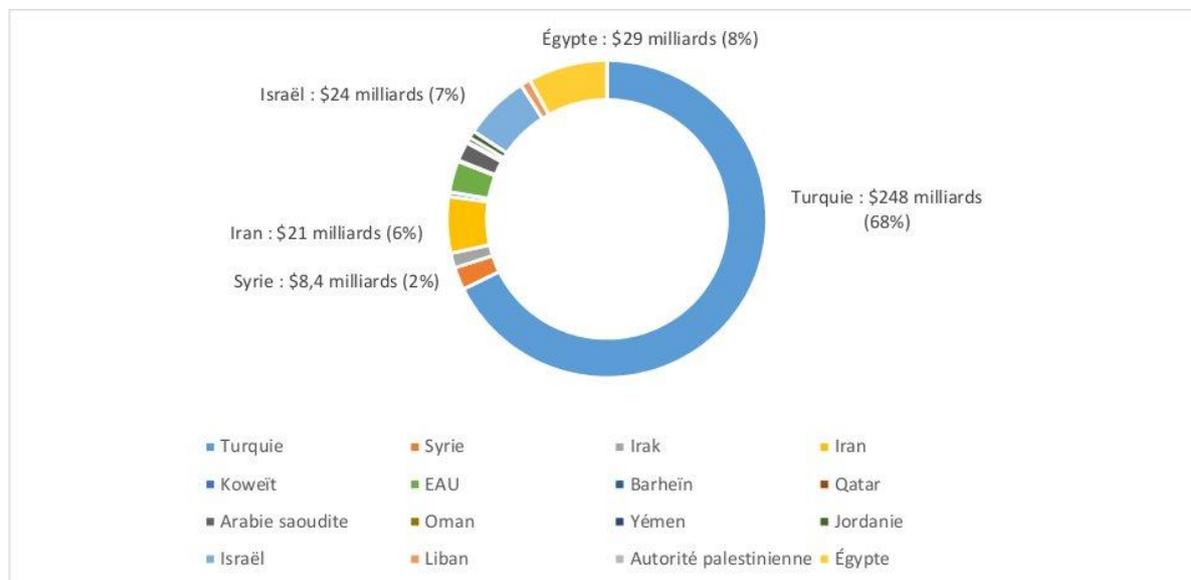
pourparlers avaient engagé dès 2011 sur la création d'une telle zone entre la Russie et l'Égypte, et si politiquement cet objectif semble aujourd'hui acquis, il reste encore à mettre au point l'accord, ce qui pourrait vraisemblablement être le cas courant 2018¹⁵. Viennent ensuite les flux entre **Israël** et la Russie, qui captent un peu moins de 7 % du commerce de la Russie au Moyen-Orient (\$24 milliards). Après avoir connu une croissance quasi continue depuis les années 1990 et jusqu'en 2013, où il s'est élevé à un maximum de \$3,6 milliards, le commerce israélo-russe a reculé en 2016 pour la troisième année consécutive en s'établissant à \$2,2 milliards. Il s'agit de la deuxième plus mauvaise année pour les deux partenaires, après un *annus horribilis* en 2009 (\$1,7 milliard), qui correspondait à un creux dans leurs échanges en croissance. Russes et Israéliens entendent donner un nouvel élan à leur commerce bilatéral en instaurant une zone de libre-échange entre l'État hébreu et l'UEE. Les modalités de l'accord afférent devaient être formalisées en 2017, mais elles le seront plus vraisemblablement en 2018¹⁶. Enfin, l'**Iran** arrive en quatrième position, avec \$21 milliards d'échanges cumulés, soit un peu plus de 6 % du commerce russo-moyen-oriental. L'année 2016 permet à Moscou et Téhéran de renouer avec la croissance dans leur commerce bilatéral, qui s'élève à \$2,2 milliards (soit l'équivalent des échanges russo-israéliens pour la même année), ce qui correspond à la meilleure année depuis 2011 (\$3,4 milliards). Toutefois, depuis le début des années 2010, le commerce russo-iranien peine à renouer avec le niveau qui était le sien à la fin des années 2000, lorsqu'il se situait autour de \$3 milliards par an. Depuis le début de la décennie, et jusqu'à 2016, il s'est plutôt maintenu entre \$1 milliard et \$2 milliards annuel. Moscou et Téhéran envisagent d'établir une zone de libre-échange entre les deux pays afin de donner un nouveau souffle à leur commerce stagnant. Les discussions bilatérales sur ce projet se poursuivaient encore fin 2017¹⁷.

¹⁵ Le sujet a été abordé lors de la rencontre au Caire entre Vladimir Poutine et le Président égyptien al-Sissi, le 11 décembre 2017. « Зона свободной торговли в контексте укрепляющихся российско-египетских связей » (« Une zone de libre-échange dans le contexte du renforcement des relations russo-égyptiennes »), inosmi.ru, 28 août 2017.

¹⁶ « Medvedev, Netanyahu Discuss Free Trade Zone between Israel, Eurasian Economic Union », Tass, 11 novembre 2016.

¹⁷ « Iran Supports Creation of Free Trade Zone with EAEU », *Tehran Times*, 21 février 2017.

Graphique 2 : Les échanges commerciaux entre la Russie et les pays du Moyen-Orient, 2008-2016 (\$US, cumulés)

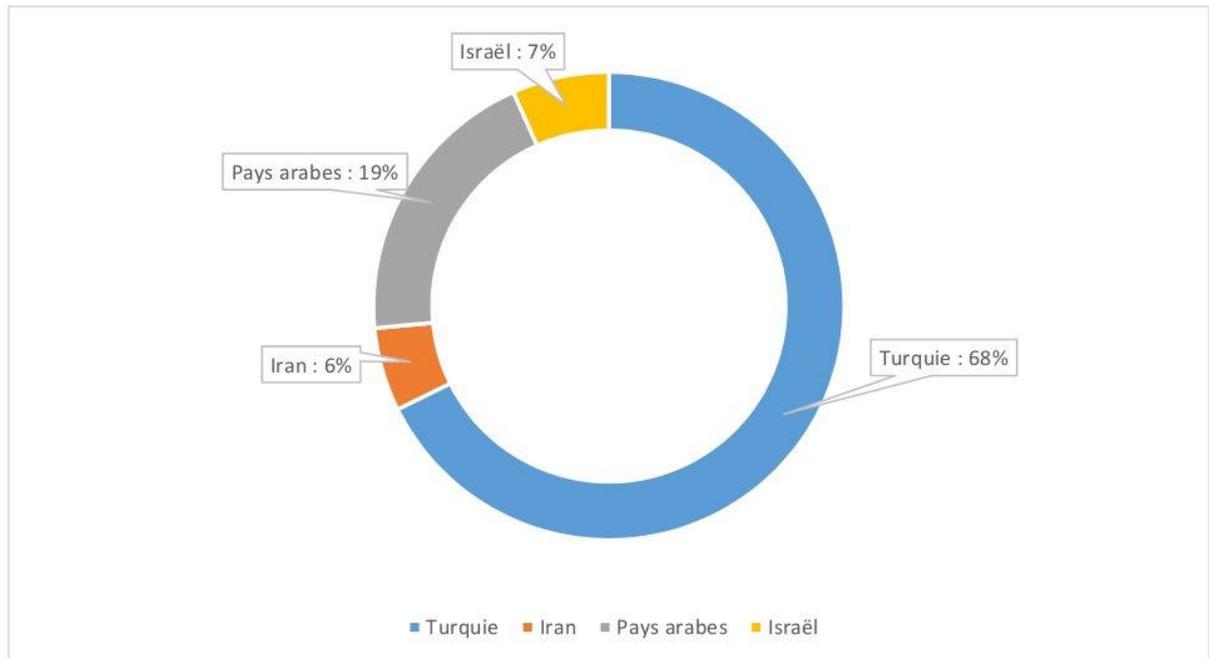


Graphique réalisé par l'auteur à partir de la base de données du Service fédéral des douanes russes

Si l'on considère désormais le commerce entre la Russie et l'ensemble des **pays arabes** du Moyen-Orient¹⁸, on s'aperçoit que le volume des échanges a connu une tendance nettement haussière, passant de 1,4 milliard de dollars en 2000 à plus de 10 milliards en 2015 (l'année 2016 aura cependant vu un recul de ces échanges, qui se sont élevés à environ \$8,6 milliards). Cette multiplication des échanges par presque dix en quinze ans repose toutefois assez largement sur le dynamisme du commerce entre la Russie et l'Égypte. Le montant du commerce bilatéral a en effet plus que doublé entre 2008 et 2016, passant de un peu plus de 2 milliards de dollars à 4,1 milliards. Toutefois, cette croissance se nourrit aussi de l'épanouissement du commerce avec les **Émirats arabes unis**, dont le volume a été multiplié par 2,5 entre 2008 (\$805 millions) et 2014 (\$2 milliards), mais qui depuis semble se contracter. Le commerce russo-syrien, lourdement affecté par la guerre, continue de s'effondrer : le volume des échanges a été divisé par 10 entre 2008 (\$2 milliards) et 2016 (\$200 millions). Bien que modestes, ces chiffres illustrent cependant le réinvestissement patient opéré par la Russie sur la scène économique moyen-orientale arabe. Sur la période 2008-2016, les pays arabes captent près de 20 % du commerce moyen-oriental russe.

¹⁸ Nous incluons l'Arabie saoudite, Bahreïn, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Irak, la Jordanie, le Koweït, le Liban, Oman, le Qatar, la Syrie, le Yémen et l'Autorité palestinienne.

Graphique 3 : Part des échanges commerciaux de la Russie avec les pays arabes, la Turquie, Israël et l'Iran, 2008-2016 (%)



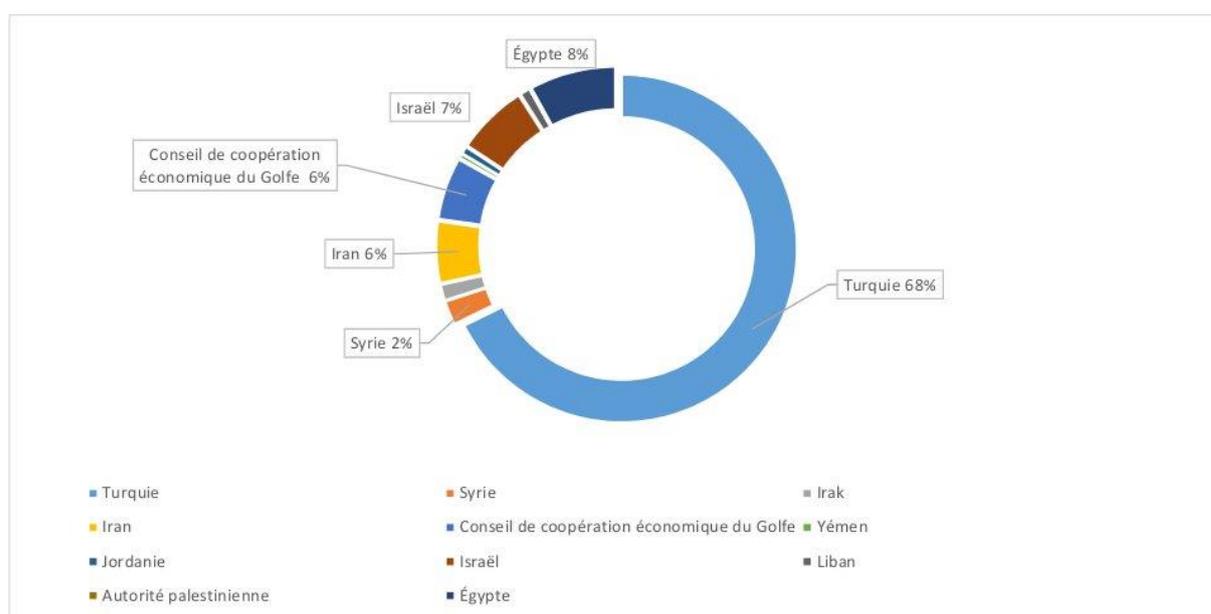
Graphique réalisé par l'auteur à partir de la base de données du Service fédéral des douanes russes

Certains marchés sont, pour des raisons politiques, plus faciles d'accès pour la Russie (Égypte, Irak), tandis que d'autres se montrent moins perméables. C'est le cas de celui des **pétromonarchies sunnites du Golfe**. Les pays du CCG cumulent 6 % seulement des échanges commerciaux russes avec le Moyen-Orient pour la période 2008-2016, alors qu'il s'agit des pays les plus prospères de la région. Tout en restant faible, le volume du commerce entre la Russie et les États du CCG a néanmoins augmenté de 70 % entre 2008 (\$1,4 milliard) et 2016 (\$2,4 milliards). Le commerce russe y souffre d'handicaps certains : outre des relations politiques historiquement délicates avec certains membres du CCG (Arabie saoudite, Qatar), la Russie ne peut jouer ni la carte des approvisionnements en gaz et en pétrole, ni celle des ventes d'armements, dans la mesure où les royaumes sunnites du Golfe se fournissent assez largement chez les armuriers occidentaux¹⁹. Ces échanges restent donc sous-développés : la Russie a échangé autant avec l'Arabie saoudite qu'avec la Syrie au cours de la période 2008-2016 (2 % des échanges, soit entre 7 et 8 milliards de dollars en cumulés). C'est encore avec les **Émirats arabes unis** que les échanges commerciaux restent les plus dynamiques. Bien que faible en volume (de l'ordre de quelques dizaines de millions de dollars), on note une croissance dans les échanges de la

¹⁹ Début 2015, Moscou détient toutefois 9% des parts du marché de l'armement émirati pour la période 2010-2014, soit autant que la France sur cette période. Voir Pieter D. Wiezman, Siemon T. Wezeman, « Trends in International Arms Transfers, 2014 », *SIPRI Fact Sheet*, March 2015. Par ailleurs, dans le cadre de la visite du Roi Salman d'Arabie saoudite à Moscou au mois d'octobre 2017, Russes et Saoudiens ont conclu, entre autres accords, un contrat sur l'achat par Riyad de systèmes sol-air S-400, pour un montant total qui avoisinerait les \$3 milliards. « Саудовская Аравия купила у России С-400 » (« L'Arabie saoudite achète à la Russie des S-400 »), Vestifinance, 15 novembre 2017.

Russie avec Oman, le Koweït et le Qatar. Il convient de souligner que Doha est le seul partenaire avec lequel le solde commercial russe est déficitaire, avec une balance négative de 10 millions de dollars en 2016, pour un volume d'échanges s'élevant à \$59 millions (\$324 millions pour 2008-2016). La Russie exporte au Qatar principalement des céréales et importe des produits pétrochimiques et gaziers dérivés²⁰. La part des pays du CCG représente un peu moins de 0,5 % de l'ensemble du commerce extérieur russe en 2016.

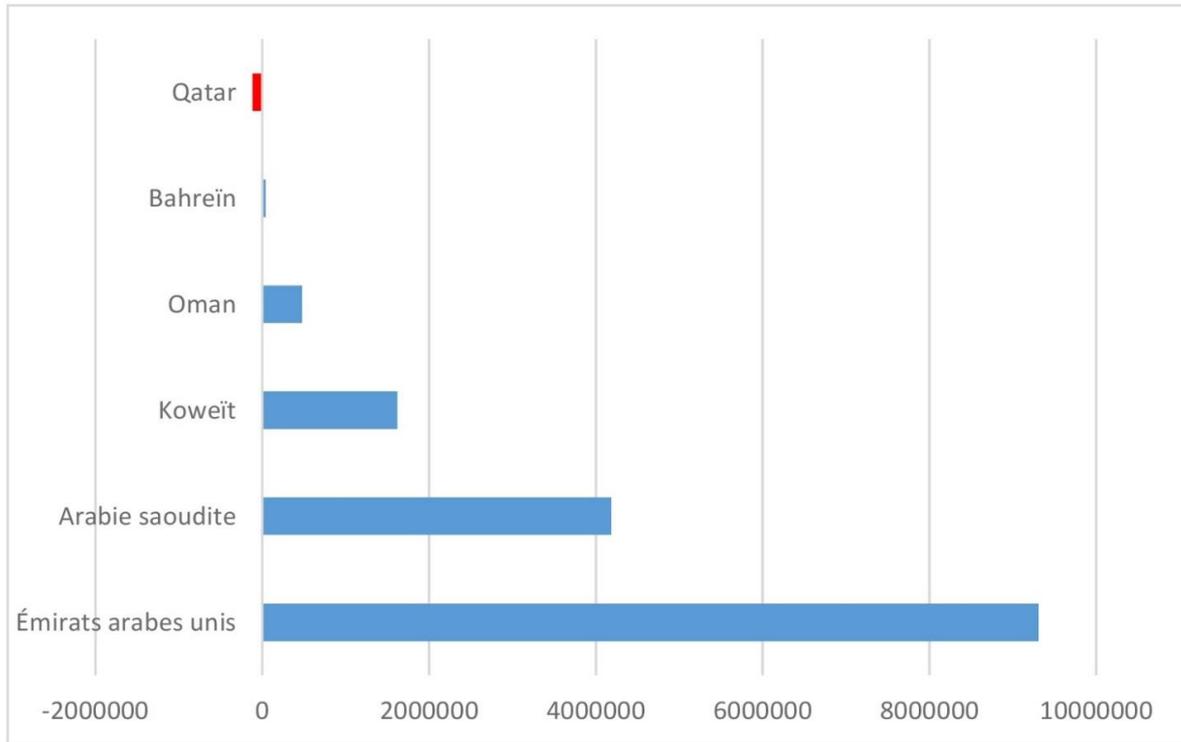
Graphique 4 : Part des échanges commerciaux entre la Russie et les pays du Moyen-Orient, 2008-2016 (%)



Graphique réalisé par l'auteur à partir de la base de données du Service fédéral des douanes russes

²⁰ En 2016, 68 % des importations russes en provenance du Qatar étaient constituées par des combustibles minéraux (69 %), des produits chimiques (18 %) et des matières plastiques (12 %). Le Qatar a pour sa part importé de Russie du grain (69 %) et des métaux ferreux (10 %). Source : Service fédéral des douanes russes.

Graphique 5 : Balance commerciale russe avec les pays du CCG (\$US milliers cumulés)



Graphique réalisé par l'auteur à partir de la base de données du Service fédéral des douanes russes

Ainsi, dans un contexte où l'on assiste à une contraction du commerce extérieur russe depuis 2013, la part du commerce moyen-oriental tend à augmenter même si son volume suit la tendance générale. Le commerce entre la Russie et le Moyen-Orient peine à trouver les chemins de la croissance qui lui permettraient d'effectuer un saut quantitatif. Il est en outre obstrué par des verrous d'ordre politique (notamment dans le Golfe) auxquels s'ajoute une forme d'incompatibilité de l'offre russe à la demande exprimée par des pays dont le modèle économique est encore orienté, tout comme celui de la Russie, vers la rente énergétique. Hormis l'Égypte, le partenariat économique entre Moscou et les pays arabes du Moyen-Orient reste très en-deçà de celui entre la Russie et les pays non arabes de la région (Turquie, Israël et Iran), qui captent plus de 80 % des échanges commerciaux russo-moyen-orientaux.

Les investissements directs étrangers : une manne encore trop rare

Dans le contexte de crise et de sanctions économiques que connaît la Russie, notamment celles pesant sur les secteurs bancaire et financier, il est d'autant plus important pour Moscou d'attirer des investissements directs étrangers (IDE) qu'ils apportent de « l'argent frais » au marché russe. À cet égard, le Moyen-Orient intéresse Moscou à double titre : d'une part s'y trouvent des États riches avec qui les relations économiques restent, comme nous l'avons démontré, sous-exploitées, et d'autre part, ces mêmes États font face, tout

comme Moscou, aux difficultés engendrées par la déflation des prix du brut depuis 2015. Si ce défi commun à la Russie et aux pays de l'OPEP est loin de garantir l'arrivée de capitaux des pétromonarchies dans l'économie russe, il a en revanche permis aux Russes et aux Arabes du Golfe de prendre langue et d'élargir leur dialogue, ce qui contribue à l'instauration d'un climat plus propice aux affaires²¹. Depuis 2015, la capitale russe a ainsi accueilli de nombreux souverains, chefs d'État et représentants de gouvernements du Moyen-Orient. Ces nombreuses visites, d'abord stimulées par l'implication directe de la Russie dans le conflit syrien, ont pu s'avérer, pour certaines d'entre elles, propices à l'annonce de grands investissements censés doper les échanges économiques bilatéraux²².

En outre, il convient de rappeler que les structures bilatérales et régionales facilitant les rencontres entre décideurs politiques et économiques russes et moyen-orientaux existent. Depuis l'effondrement de l'URSS, leur nombre s'est considérablement accru. Des commissions intergouvernementales pour la coopération économique et commerciale existent désormais entre tous les pays de la zone et la Russie, et elles sont présidées côté russe par des ministres ou des vice-Premiers ministres²³. En outre, un Conseil russo-arabe pour les Affaires a été créé en 2002 à l'initiative de la Chambre russe de Commerce et d'Industrie et de l'Union générale des chambres de commerce, d'industrie et de l'agriculture des pays arabes²⁴. Des structures similaires ont été établies avec l'Iran, Israël et l'Irak, ce dernier pays n'appartenant pas formellement au Conseil russo-arabe pour les Affaires. Autant dire que la Russie dispose de ressources et de réseaux multiples pour favoriser l'épanouissement des liens bilatéraux. Pour autant, ces outils doivent encore faire leur preuve, eu égard aux volumes des échanges très modestes qui caractérisent, comme nous l'avons vu, les relations commerciales entre la Russie et les pays arabes.

Des investissements directs russes croissants au Moyen-Orient

Les flux d'IDE en provenance de Russie et à destination des États moyen-orientaux ont eu tendance à augmenter sur la période 2007-2016. Ils demeurent toutefois irréguliers et connaissent des croissances brusques ainsi que des reflux tout aussi soudains. Ainsi, entre

²¹ Fin 2016, la Russie et les pays de l'OPEP ont signé un accord en vertu duquel ils s'engagent à limiter leur production respective de pétrole afin d'enrayer la chute du prix du baril. Cet accord semble avoir fait suffisamment ses preuves pour qu'il soit reconduit pour 9 mois supplémentaires en mai 2017. De l'avis de professionnels du secteur, cet accord produit des résultats en dépit de facteurs persistants qui tirent les prix vers le bas (stocks trop importants, demande trop faible...). Fin novembre 2017, cet accord – baptisé « OPEP+ » – est reconduit jusque fin 2018. En l'absence d'une telle coordination de la production, le prix du baril se situerait probablement autour des \$30. Source : entretien réalisé par l'auteur à Moscou avec un industriel du secteur énergétique, juin 2017.

²² Lors de la visite de trois jours réalisée à Moscou par le Roi Salman d'Arabie saoudite au mois d'octobre 2017, Moscou et Riyad ont ainsi convenu d'établir un Fonds conjoint pour les investissements dans les technologies doté d'un portefeuille de \$1 milliard. « Russia, Saudi Arabia to Set up \$1 bln Technology Fund », Reuters, 4 octobre 2017.

²³ Par exemple, le ministre russe de l'Énergie, Alexandre Novak, dirige les commissions intergouvernementales établies par la Russie avec l'Iran, le Qatar et l'Arabie saoudite – des « poids lourds » gaziers et pétroliers – ainsi que celle avec la Turquie, un important client pour le gaz naturel en provenance de Russie. Le ministre russe du Développement industriel, Denis Mantourov, préside quant à lui les commissions analogues existantes avec l'Égypte, Bahreïn et les Émirats arabes unis. La dimension militaro-technique des relations bilatérales ressort des commissions intergouvernementales russo-irakiennes et russo-syriennes présidées par Dmitri Rogozine, vice-Premier ministre et président de la Commission fédérale pour la coopération militaro-technique. Voir le site du ministère russe du Développement économique : http://www.ved.gov.ru/at_mpk/

²⁴ Voir le site du Conseil russo-arabe pour les Affaires : <http://www.russarabbc.ru/index.php>

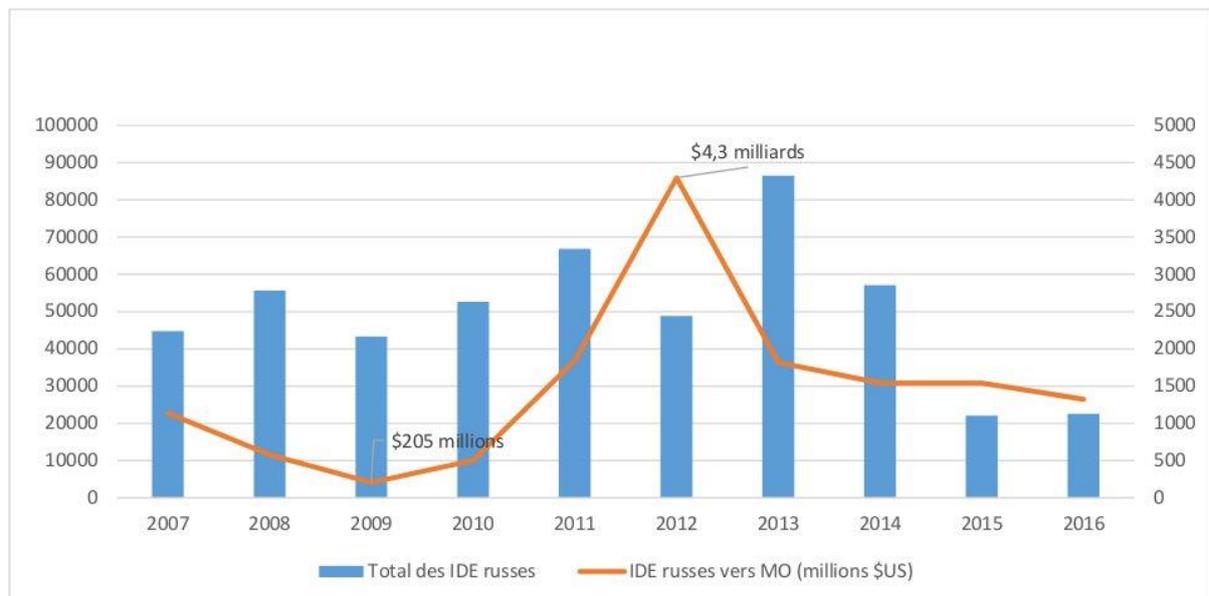
2010 et 2011, les flux d'IDE sortant russes ont augmenté de 72 % (de \$499 millions en 2010 à \$1,8 milliard en 2011), puis de 57 % entre 2011 et 2012 (\$4,3 milliards en 2012). À l'inverse, ils se sont effondrés de 57 % en 2013 par rapport à 2012 (ils reviennent à \$1,8 milliard en 2013).

Tableau 2 : Les flux d'IDE sortant de Russie et le Moyen-Orient, 2007-2016 (\$US millions)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Total des flux d'IDE sortant de Russie	44 801	55 663	43 281	52 616	66 851	48 822	86 507	57 082	22 085	22 581
Flux d'IDE sortant de Russie vers le Moyen-Orient	1 137	577	205	499	1 842	4 296	1 817	1 541	1 540	1 320
Part des IDE à destination du Moyen-Orient dans le total des flux d'IDE sortant russes	2,54%	1,04%	0,47%	0,95%	2,75%	8,80%	2,10%	2,70%	7%	5,80%

Tableau réalisé par l'auteur à partir de la base de données de la Banque centrale de la Fédération de Russie

Graphique 5 : Les flux d'IDE sortant de Russie vers les pays du Moyen-Orient, 2007-2016 (\$US millions)



Graphique réalisé par l'auteur à partir de la base de données de la Banque centrale de Russie

Depuis 2012, les flux d'IDE sortant de Russie connaissent une décroissance annuelle qui les ramène en 2016 à peu près à leur niveau de 2007, pour un volume total

d'investissements qui approche les \$15 milliards. La cible principale de ces flux est la **Turquie**, qui capte près de 80 % d'entre eux sur la période considérée, soit presque \$12 milliards. Les investissements en direction de l'économie turque ont atteint leur apogée en 2012 avec plus de \$4 milliards injectés. La crise russo-turque ne semble pas avoir affecté outre mesure les flux d'IDE en provenance de Russie vers la Turquie : entre 2014 et 2016, ils se sont maintenus à un niveau relativement stable²⁵. Toutefois, contrairement au solde des échanges commerciaux entre les deux pays, qui se caractérise par un profond déséquilibre en faveur de la Russie, le montant des flux d'IDE sortant de Russie à destination de la Turquie est nettement supérieur à celui de ceux sortant de Turquie à destination de la Russie. Depuis 2007, les IDE russes en Turquie représentent près de \$11,8 milliards, tandis que sur la même période, les investissements turcs en Russie s'élèvent à \$1,6 milliard. Si l'on considère la destination de l'ensemble des flux russes d'IDE sortant, la Turquie arrive en 2016 en première position (hors zones à fiscalité privilégiée), un rang qu'elle occupait également en 2012 et 2015²⁶. En matière de stocks d'IDE en Russie, on ne trouve aucun des États du Moyen-Orient parmi les principaux investisseurs dans l'économie russe. En revanche, au 1^{er} janvier 2017, la Turquie occupait la première place pour les stocks d'IDE russes à l'étranger, avec \$8,9 milliards, soit 2,7 % du volume total des stocks d'IDE russes (hors zones à fiscalité privilégiée). L'attractivité croissante de la Turquie pour les investissements en provenance de Russie semble donc se confirmer puisque le pays arrivait déjà en 3^e position au 1^{er} janvier 2015 (2,2 % des stocks d'IDE russes à l'étranger, soit \$7,2 milliards) et il occupait la 4^e place au 1^{er} janvier 2016 (2,5 % des stocks, soit \$7,1 milliards)²⁷.

Les **Émirats arabes unis** arrivent en seconde position pour les flux d'IDE sortant de Russie vers le Moyen-Orient, avec un peu moins de \$2 milliards d'investissements (13 %) sur la période considérée. Fin 2015, une cinquantaine d'entreprises russes disposaient d'un bureau de représentation aux Émirats, dont moins d'une dizaine de « majors »²⁸. Par ailleurs, environ 400 entreprises communes russo-émiraties étaient enregistrées, principalement dans les domaines de l'immobilier, du tourisme et du commerce. Au printemps 2016, Rosatom a ouvert son premier bureau régional du Moyen-Orient à Dubaï qui sera en charge des projets nucléaires civils russes en Égypte, en Iran, en Jordanie, en Turquie et aux Émirats (Rosatom fournit du combustible aux centrales émiraties, via sa filiale TVEL²⁹). Selon le Conseil d'affaires russes de Dubaï, ce sont près de 100 000 ressortissants russes qui seraient installés aux Émirats³⁰. Avec environ \$700 millions d'investissements, **Israël** arrive en troisième position comme pays cible pour les flux

²⁵ Ils ont été respectivement de \$1,18 milliard en 2014, \$1,4 milliard en 2015 et \$1,18 milliard en 2016.

²⁶ La Turquie arrivait en 2^e position en 2011 et 2013, et en 4^e position en 2014 pour la répartition des flux d'IDE sortant de Russie. Source : base de données de la Banque centrale russe.

²⁷ Hors zone à fiscalité privilégiée. Source : Banque centrale russe.

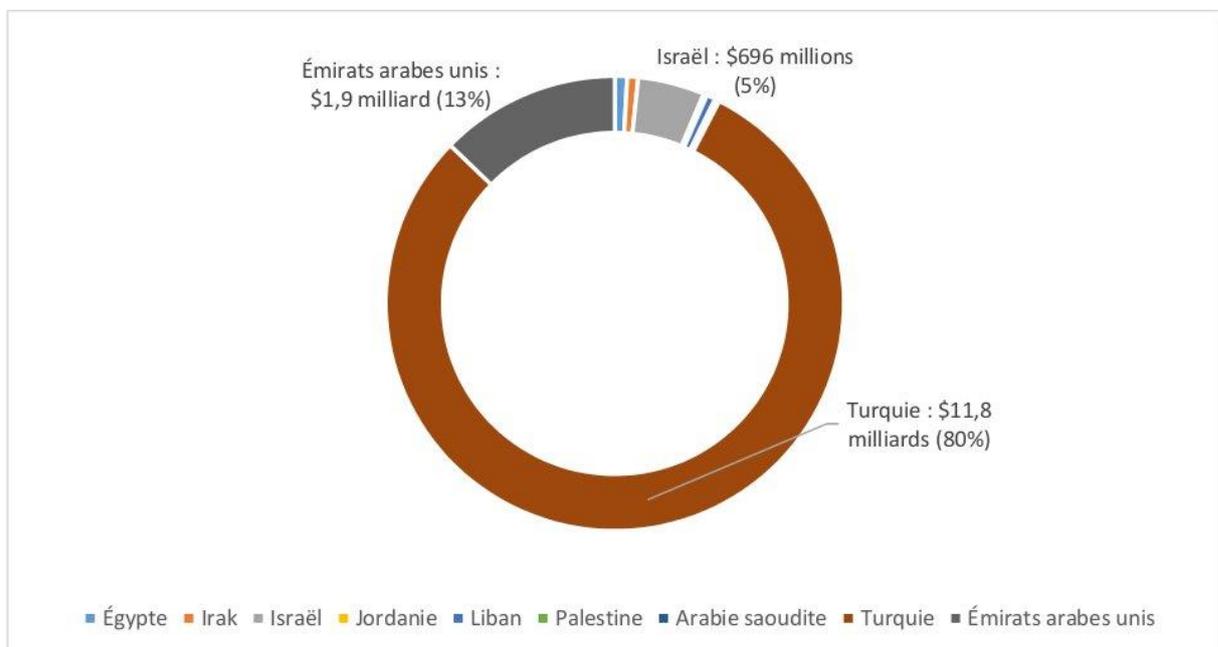
²⁸ Seules 9 « majors » russes disposent alors d'un bureau aux Émirats : MetalloInvest, KamAz, Rosneft, Lukoil Overseas, Inter RAO UES, Amtel, Alrosa, MMK et Sovkomflot. Ludmila Shkvaryya, Vasily Rusakovich, « Vzaimnaya Torgovlya Rossii i OAE : Neobkhodimost i Vozmozhnost Razvitiya » (« Les échanges commerciaux entre la Russie et les EAU : le développement est nécessaire et possible »), *Upravleniye Ekonomicheskimi Sistemami*, March 2015.

²⁹ Yury Barmin, « The Politics of Oil: How Russia Pursues Its Energy Dream in the Middle East », *Expert Brief*, Al-Sharq Forum, février 2017, p. 5.

³⁰ « A Common Wealth: Building Gulf CIS-ties », *The Economist*, p. 14.

d'IDE en provenance de Russie, soit 5 % des mouvements de capitaux russes à destination du Moyen-Orient. Les investissements russes vers l'État hébreu connaissent, à l'image du commerce bilatéral, une décroissance régulière depuis le début des années 2010. S'ils s'élevaient à \$158 millions en 2013 et 2014 – leur maximum –, ils se sont établis à \$14 millions en 2016, ce qui correspond à leur niveau le plus bas depuis 2007. Enfin l'Égypte, qui figure parmi les meilleurs partenaires de la Russie en matière de commerce bilatéral, n'attire qu'environ 1 % des flux d'IDE russes sortant vers le Moyen-Orient (\$129 millions sur la période 2007-2016), mais ils ont connu un bond entre 2015 et 2016, en passant de \$1 million à \$57 millions, ce qui correspond à un pic annuel en matière d'investissements en provenance de Russie vers la République arabe. Aujourd'hui, près de 400 entreprises disposant de capitaux russes opèrent en Égypte³¹.

Graphique 6 : Pays du Moyen-Orient récipiendaires des flux d'IDE sortant de Russie 2007-2016 (cumulés)



Graphique réalisé par l'auteur à partir de la base de données de la Banque centrale de Russie

De timides investissements en provenance du Moyen-Orient dans les régions russes

Les IDE consentis par les États moyen-orientaux dans l'économie russe sont comparativement moins importants en volume mais plus réguliers, et ont connu une tendance haussière au cours des dix dernières années. Le seul reflux notoire a été enregistré entre 2015 et 2016 avec une chute de près de 60 % des flux d'IDE, qui sont passés de \$337 millions à \$135 millions. Depuis 2007, les pays du Moyen-Orient ont injecté, hors fonds souverains, un peu plus de \$2 milliards dans l'économie russe. Le premier investisseur reste la **Turquie** avec près de 73 % de parts dans les flux entrants en provenance du Moyen-Orient, soit \$1,6 milliard investi, dont près de \$300 millions rien qu'en 2015 – un pic en matière de flux – en dépit des tensions générées par la crise syrienne. Les flux d'IDE

³¹ « Арабская пирамида » (« La pyramide arabe »), *Rossiskaya Gazeta*, 26 août 2015.

turcs à destination de la Russie ont toutefois pâti en 2016 de la crise entre Moscou et Ankara et ont été pratiquement divisés par 11, en s'établissant à \$27 millions. Les entreprises turques travaillent principalement dans les secteurs du bâtiment et de la construction, qui constituent un marché d'autant plus juteux en Russie que le pays se prépare à accueillir la Coupe du Monde de la FIFA en 2018, et a donc entrepris de nombreux chantiers d'infrastructure (hôtels, stades, routes...). Le textile, l'agriculture, la banque et les biens d'équipements automobiles constituent aussi des secteurs prisés par les entreprises turques, qui ont localisé des capacités de production dans le grand Sud russe (région d'Oulianovsk, région de Volgograd, *krai* de Stavropol et républiques musulmanes du Tatarstan et du Daghestan). La Crimée intéresse aussi les hommes d'affaires turcs, qui y voient un potentiel non négligeable en matière de développement immobilier lié au tourisme et à la modernisation d'infrastructures de transport³². Russes et Turcs ont d'ailleurs créé un fonds d'investissements commun début 2017 afin de pouvoir mener à bien des projets communs, y compris dans la péninsule³³.

La seconde provenance des capitaux moyen-orientaux est **Israël**, avec \$298 millions investis (14 % des flux d'IDE entrant en provenance du Moyen-Orient) depuis 2007. On constate une tendance à une décroissance des flux de capitaux israéliens vers la Russie depuis 2013, bien qu'en 2016, une augmentation a pu être constatée, avec \$24 millions d'investissements consentis, soit deux fois plus que les \$12 millions enregistrés en 2015. Ces dernières années les entreprises israéliennes ont investi en régions russes dans le secteur de l'agriculture – par exemple dans les *oblasts* de Lipetsk et Voronej – et entendent par ailleurs développer des projets similaires dans la région de Saratov³⁴. Les investissements israéliens en régions russes doivent permettre à l'État hébreu d'acquérir une profondeur stratégique agricole en sécurisant des capacités de production en Russie pour satisfaire sa demande intérieure³⁵. En dépit de la crise en Syrie où Moscou et les **Émirats arabes unis** soutiennent des camps opposés, les investissements émiratis dans l'économie russe n'ont pas faibli. Ils ont non seulement connu une augmentation continue depuis 2007, mais ils se caractérisent aussi par des bonds substantiels depuis le début des années 2010. Ainsi, les entrepreneurs émiratis ont investi \$82 millions dans des projets en Russie en 2016 – ce qui correspond à un maximum annuel pour la période considérée –, soit une croissance de 65 % par rapport aux fonds injectés en 2015 (\$28 millions). En 2016, les Émirats arabes unis ont ravi à Israël la seconde place pour les flux d'IDE moyen-orientaux entrant en Russie. Depuis 2007, les investisseurs émiratis ont apporté près de \$240 millions de capitaux dans l'économie russe (soit 11 % des flux d'IDE entrant en Russie en provenance du Moyen-Orient, hors fonds souverains). Les entreprises des Émirats arabes unis s'intéressent particulièrement aux projets d'infrastructures de

³² « Крым интересен турецким бизнесменам » (« Le business turc s'intéresse à la Crimée »), Gazeta.ru, 5 février 2017.

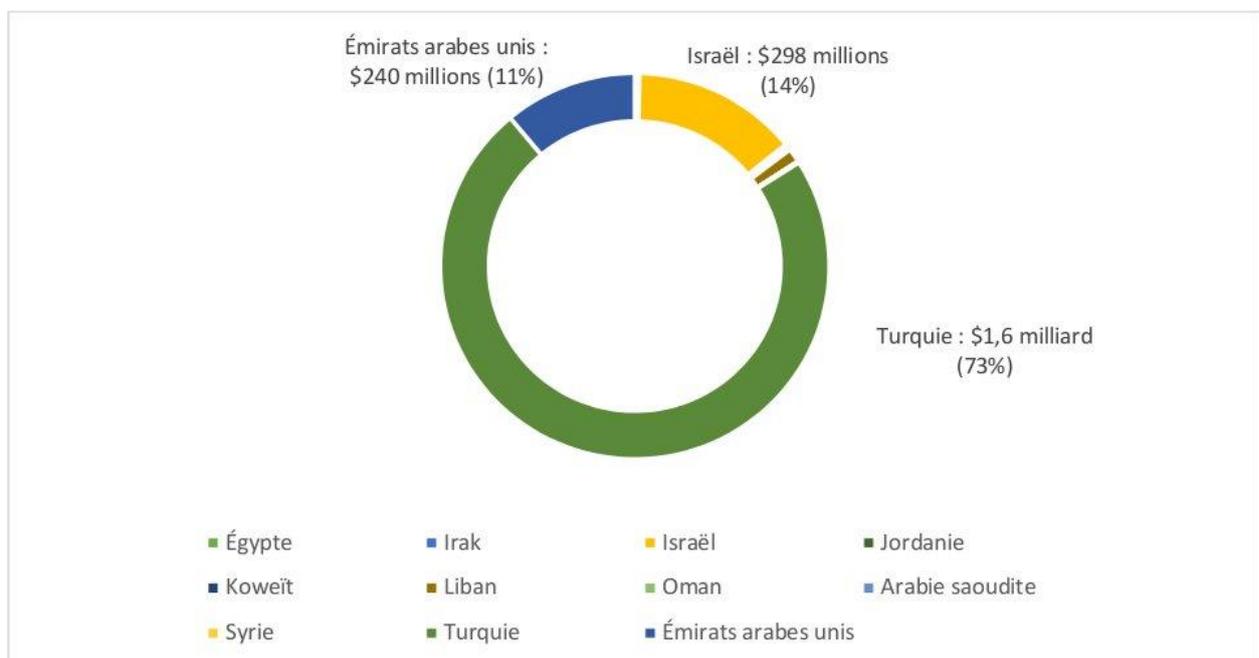
³³ Voir *infra*.

³⁴ « ТПП Саратовской области и Федерация торговых палат Израиля подписали соглашение » (« La Chambre de commerce et d'industrie de Saratov et la Fédération des chambres de commerce d'Israël signent un accord »), vzsar.ru, 15 mars 2016.

³⁵ Parmi les derniers investissements majeurs israéliens en Russie, notons la construction à venir en 2018 d'un *cluster* laitier dans la région de Tambov grâce à l'injection de 43,7 milliards de roubles (plus de €625 millions). « На Тамбовщине будет создан вертикально интегрированный молочный кластер » (« Un cluster laitier verticalement intégré sera établi dans la région de Tambov »), Regnum, 7 décembre 2017.

transports (autoroute périphérique de Moscou³⁶) et aux *hubs* logistiques (plateformes multimodales moscovites, ports et terminaux logistiques, entrepôts)³⁷. De manière plus épisodique, elles ont pu se montrer intéressées par des projets dans le domaine de la santé : il a ainsi été question dernièrement d'un financement émirati pour l'ouverture de deux centres de tomographie dans la région de Moscou³⁸. Afin de faciliter l'implantation de ses entreprises en Russie, les Émirats ont ouvert en 2016 à Kazan leur premier centre international d'affaires en Russie et il est prévu qu'ils en ouvrent sept autres d'ici à 2020 à travers le pays³⁹.

Graphique 7 : Pays du Moyen-Orient émetteurs de flux d'IDE à destination de la Russie, 2007-2016 (cumulés)



Graphique réalisé par l'auteur à partir de la base de données de la Banque centrale de Russie

Si l'on considère maintenant l'ensemble formé par les pétromonarchies du Golfe regroupées au sein du CCG, on s'aperçoit que les flux d'IDE (hors fonds d'investissement)

³⁶ « ОАЭ будут строить ЦКАД » (« Les Émirats arabes unis construiront le TsKAD »), Gazeta.ru, 22 février 2015. Le TsKAD est la seconde autoroute périphérique de Moscou, qui sera longue de 525 kilomètres. Il est prévu que son chantier se termine en 2025.

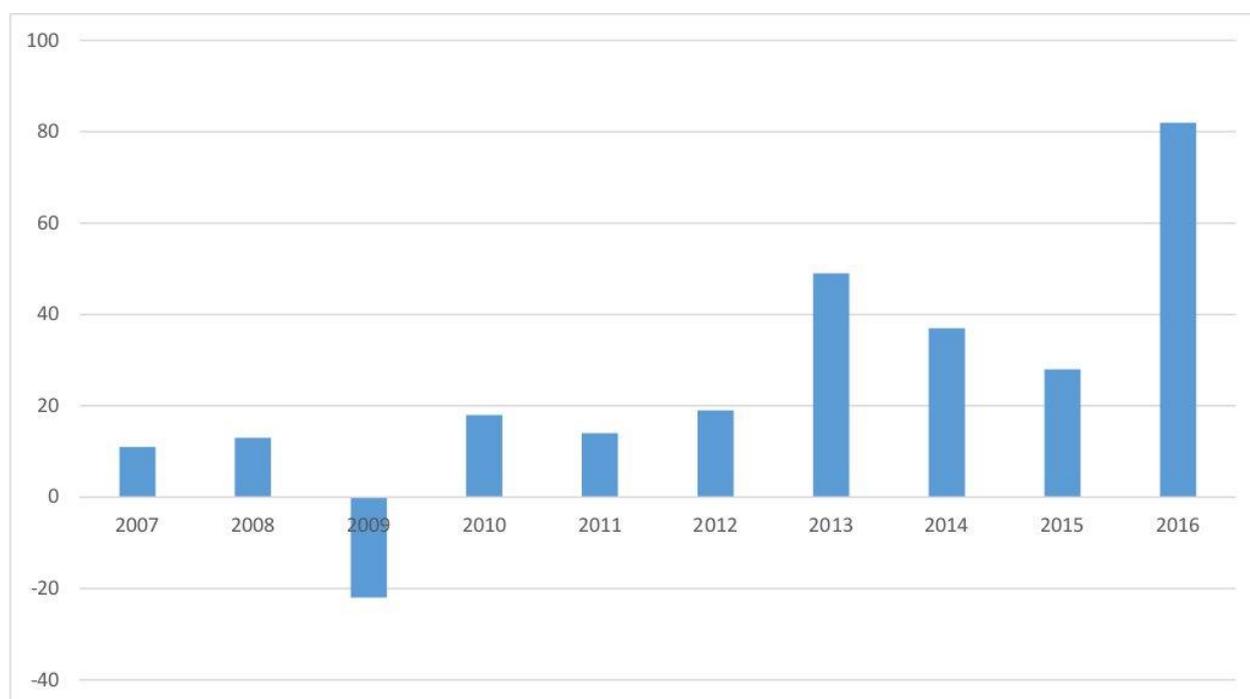
³⁷ Le projet de port à sec à Taman a attiré l'attention des Émiratis en février 2015, à l'occasion d'une visite réalisée par le directeur de Rosmorport – la Direction fédérale en charge de la gestion des voies navigables – aux Émirats. « ФГУП "Росморпорт" будет взаимодействовать с ОАЭ по реализации совместных проектов » (« Rosmorport coopérera avec les Émirats arabes unis dans la réalisation de projets communs »), Korabel, 19 février 2015.

³⁸ « Арабский принц вложится в два ПЭТ-центра в Московской области » (« Un prince arabe investit dans deux centres de tomographie moscovites »), Recipe.ru, 20 avril 2017.

³⁹ « В Казани появится первый в России бизнес-центр премиум-класса от ОАЭ » (« Kazan abrite le premier centre d'affaires émirati de classe Premium en Russie »), Araf News, 7 décembre 2016.

en provenance de ces États proviennent quasi exclusivement des Émirats arabes unis⁴⁰. Depuis 2007, ces flux sont en progression continue et totalisent un volume de près de \$249 millions, avec des pics de croissance très importants (+ 61% entre 2012 et 2013, et + 65% entre 2015 et 2016). Les flux d'IDE entrant, qui s'élevaient à \$11 millions en 2007, ont connu leur meilleure année en 2016 avec \$82 millions injectés dans l'économie russe, soit une multiplication par 8 en une décennie du volume des capitaux entrant en Russie en provenance du CCG.

Graphique 8 : Flux d'IDE en provenance des pays du Conseil de coopération du Golfe à destination de la Russie (\$US millions)



Graphique réalisé par l'auteur à partir de la base de données de la Banque centrale de Russie

La Russie, un eldorado pour les fonds souverains moyen-orientaux ?

C'est en tout cas l'image que souhaiteraient renvoyer de leur pays les décideurs économiques et politiques russes à leurs homologues du Moyen-Orient. Étant donné les contraintes économiques et juridiques (sanctions) qui pèsent désormais sur les investissements étrangers – surtout occidentaux – en Russie, le marché russe recèlerait de « bonnes affaires » aisément accessibles aux capitaux asiatiques et moyen-orientaux, réputés moins sensibles aux pressions et risques de sanctions émanant de l'Occident. Face à une pénurie « d'argent frais », la Russie a en effet envisagé, à partir de 2015, de procéder à une série de privatisations de grandes entreprises publiques (Rosneft, Hélicoptères de

⁴⁰ Seul le Koweït a investi \$8 millions en 2014.

Russie, Alrosa...). Les investissements consentis par des fonds souverains sont généralement hautement politisés. Les sommes qu'ils impliquent s'élèvent à plusieurs centaines de millions de dollars et la conclusion des accords sur lesquels ils portent se déroule lors de rencontres de haut niveau entre dirigeants et responsables économiques. Enfin, ces investissements sont souvent réalisés dans des secteurs stratégiques ou liés à des domaines de souveraineté comme l'énergie ou l'armement, comme nous allons le voir. Si de mirobolantes promesses d'investissements ont pu être faites ces dernières années par des pétromonarchies du Golfe, elles tardent toutefois à se matérialiser. La faute à des décennies d'ignorance et de méfiance mutuelles qui s'estompent cependant peu à peu, et à un niveau d'investissement politique russe jugé encore insuffisant par les pétromonarchies du Golfe : aucun président russe n'a plus visité les pays du CCG⁴¹ depuis la dernière visite de Vladimir Poutine en 2007. À l'inverse, les souverains des pétromonarchies sunnites se sont régulièrement rendus à Moscou au cours des dix dernières années, surtout depuis l'intervention militaire de la Russie en Syrie en septembre 2015. Ce déséquilibre est caractéristique de l'ambivalence de l'approche russe quant à l'Arabie saoudite et aux autres monarchies arabes du Golfe : Vladimir Poutine s'est rendu en Iran bien plus souvent qu'il n'a visité Riyad, alors que dans le même temps, Moscou affirme vouloir développer ses relations avec les pays du CCG. Les ambitions économiques russes au Moyen-Orient semblent ainsi souffrir de déficits multiples : une méconnaissance de certaines réalités locales, un degré de confiance encore faible avec certains partenaires, une offre russe parfois trop limitée, un niveau d'investissement politique jugé inadéquat par des acteurs locaux.

C'est le **Fonds russe pour les investissements directs (FRID)** – une structure publique dotée d'une force de frappe financière de \$10 milliards – qui sert d'interlocuteur privilégié aux fonds étrangers désireux d'investir dans l'économie russe. Le FRID sert ainsi d'instrument de contrôle pour surveiller à la fois la provenance, la destination et l'utilisation des capitaux à travers la création de plateformes conjointes avec les investisseurs. Ainsi, sur les 25 partenariats noués par le FRID avec des fonds d'investissements étrangers, neuf le sont avec des pays du Moyen-Orient⁴². Les fonds d'investissements du CCG – qui disposent de la plus importante capacité financière – ont promis ces dernières années d'investir jusqu'à \$20,5 milliards dans l'économie russe⁴³. La plus importante promesse d'investissements – \$10 milliards – a été faite par le fonds saoudien **Public Investment Fund** lors de l'édition 2015 du Forum international de Saint-Pétersbourg⁴⁴. Le fonds émirati **Mudabala** envisage pour sa part d'injecter jusqu'à \$7 milliards. Viennent ensuite les fonds émiratis **DP World** (\$2 milliards) et **Qatar Holding** (\$2 milliards) puis le **fonds souverain du Koweït** (\$500 millions). Ces sommes mirobolantes n'ont toutefois pas toujours trouvé les chemins qui les mènent concrètement au marché russe.

⁴¹ Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Qatar et Sultanat d'Oman.

⁴² Le FRID dispose ainsi d'un partenariat avec Qatar Holding, Mudabala (Émirats arabes unis), DP World (Émirats arabes unis), le Public Investment Fund (Arabie saoudite), le Kuwait Investment Authority (Koweït), Mumtalakat (Bahreïn), Rönesans Holding (Turquie), le Turkiye Wealth Fund Management (Turquie) et le ministère égyptien pour les Investissements.

⁴³ Voir : https://rdif.ru/Eng_Partnership/

⁴⁴ « Суверенный фонд Саудовской Аравии готов инвестировать в экономику России 10 млрд. долларов » (« Le Fonds souverain d'Arabie saoudite prêt à investir \$10 milliards dans l'économie russe »), tatar-inform, 7 juillet 2015.

Les fonds émiratis totalisent en revanche à eux deux presque l'équivalent des investissements envisagés par l'Arabie saoudite. Sauf qu'à l'inverse du Public Investment Fund, Mudabala et DP World ont commencé à injecter des capitaux dans l'économie russe. À l'image des investissements réalisés hors fonds souverains, les Émiratis témoignent d'un intérêt particulier pour les *hubs* logistiques, les zones économiques spéciales, les projets d'infrastructures de transports, en particulier ceux liés aux ports russes. Dès 2011, la compagnie GulfTainer est ainsi devenue un des propriétaires du port d'Oust-Louga (mer Baltique)⁴⁵. En janvier 2016, le FRID et DP World signent un accord lors du Forum de Davos pour la création d'une entreprise commune – DP World Russia – dotée d'un portefeuille de \$2 milliards (\$1,6 milliard en provenance de la partie émiratie, le restant provenant de la partie russe). Au mois de septembre suivant, DP World et le groupe russe Summa⁴⁶ ont signé un mémorandum d'entente portant sur le développement d'activités conjointes dans l'Extrême-Orient, en particulier dans les ports de Vladivostok et Zarubino. DP World Russia envisage aussi de réaliser des investissements dans les ports russes de la mer Noire et en Baltique⁴⁷. Mudabala a d'autre part investi dans une entreprise stratégique liée au complexe militaro-industriel russe : Hélicoptères de Russie (« Vertoleti Rossii »). Lors de l'édition 2016 du Forum international de Saint-Pétersbourg, Rostec – actionnaire majoritaire de Hélicoptères de Russie – annonçait le rachat de 25 % des parts de la société par Mudabala, pour une somme non dévoilée, mais estimée par les experts à environ \$600 millions. Quelques mois plus tard, en février 2017, c'est cette fois 12 % de Hélicoptères de Russie qui sont vendus à « un consortium d'investisseurs moyen-orientaux » pour la somme de \$300 millions⁴⁸. Mudabala s'est par ailleurs montré intéressé par une prise de participation dans le gisement de pétrole d'Erguinsk (Territoire autonome de Khantys-Mansis), dont l'État russe avait décidé en mai 2016 de mettre en vente des parts, avec une mise à prix fixée à 5,35 milliards de roubles (€72,6 millions au taux de change alors en vigueur). Toutefois, un an plus tard, il semblerait que le fonds émirati ait renoncé à participer à la vente, en dépit des appels de Gazprom Neft, qui souhaitait créer un consortium avec le FRID et Gazprom Bank⁴⁹. Enfin, au printemps 2017, le Fonds d'Abu-Dhabi pour le développement – le Fonds du Prince Mansour ben Zayed – a ouvert un bureau à Grozny (capitale de la Tchétchénie) et a annoncé être prêt à injecter \$300 millions dans des projets innovants au sein de la république nord-caucasienne⁵⁰. Les derniers investissements consentis par les fonds souverains moyen-orientaux dans l'économie russe reflètent la physionomie des relations entre la Russie et les États du CCG. En dépit de la crise syrienne qui les oppose, la Russie et les pétromonarchies du Golfe sont parvenues à

⁴⁵ Vladislav Senkovich, « Почему арабские страны потенциально важны для экономики России? » (« Pourquoi les pays arabes sont potentiellement importants pour l'économie russe ? »), Russian International Affairs Council, 26 février 2013.

⁴⁶ Le groupe Summa, un conglomérat basé à Moscou, s'est spécialisé dans les secteurs de la logistique portuaire, de la construction, de l'énergie et des télécommunications. « DP World Explores Russian Port Opportunities with Summa Group », *joc.com*, 5 septembre 2016.

⁴⁷ « Крупный портовый оператор DP World хочет войти на российский рынок » (« Le géant des opérateurs portuaires DP World souhaite entrer sur le marché russe »), *Morckie Vesti*, 20 avril 2016.

⁴⁸ « РФПИ и арабские инвесторы купили долю в “Вертолетах России” » (« Le FRID et des investisseurs arabes ont pris des parts dans “Hélicoptères de Russie” »), *RBK*, 20 février 2017.

⁴⁹ « Эргинское дорожает вне аукциона », [« Le gisement d'Erginskoe prend de la valeur sans attendre la mise en vente des actions »], *Kommersant*, 28 mars 2017.

⁵⁰ « Чечня получит 300 млн долларов от фонда из Арабских Эмиратов » (« La Tchétchénie va recevoir \$300 millions du Fonds des Émirats arabes unis »), *Regnum*, 25 mai 2017.

poursuivre et élargir leur dialogue, ce qui s'est notamment traduit par des centaines de millions de dollars d'investissements. Au demeurant, l'Arabie saoudite, pays *leader* du CCG, reste jusqu'à présent la grande absente en matière d'apports de capitaux en Russie, tout comme elle figure parmi les derniers partenaires commerciaux de Moscou au Moyen-Orient.

D'autres fonds d'investissements souverains moyen-orientaux ont connu des succès en Russie, notamment dans le secteur énergétique. C'est le cas du **QIA** (Qatar Investment Authority), qui aurait investi près de \$2 milliards dans des projets de Novatek – une société gazière et pétrolière russe de premier plan – au cours de ces dernières années⁵¹. Fin 2016, le Qatar, via QIA, a aussi participé à la privatisation du géant pétrolier russe Rosneft, en rachetant 19,5 % des parts de la société avec le courtier anglo-suisse Glencore et la banque italienne Intesa San Paolo pour la somme de \$11 milliards. La somme apportée par QIA s'élèverait à \$2,5 milliards – mais aucun chiffre n'a été confirmé par les intéressés⁵². Avant ces deux grands contrats, les investissements de QIA dans l'économie russe étaient estimés à \$500 millions⁵³. Au-delà des griefs historiques et des divergences qui existent entre Russes et Qataris sur des dossiers régionaux (Syrie, Libye), on constate une tendance pragmatique de part et d'autres ces dernières années à soutenir le développement de liens économiques en parallèle d'un dialogue politique qui se densifie. Ainsi, en mars 2015 s'est tenue la première réunion de la commission économique et commerciale bilatérale russo-qatarie⁵⁴.

La Russie cherche à se poser comme une option crédible dans la stratégie de diversification de leurs investissements mise en œuvre par les pétromonarchies arabes du Golfe à travers leurs Fonds souverains. L'effondrement des prix du brut constaté depuis 2015 a fait prendre conscience aux capitales arabes du Golfe que leur modèle économique arrivait en bout de course et a catalysé un processus de diversification engagé de manière plus ou moins affirmée depuis quelques années. Parmi les secteurs privilégiés par les investissements arabes, celui de l'import-export, qui concerne surtout les pétromonarchies du Sud du Golfe (Émirats arabes unis en tête) qui s'intéressent à la création de *hubs* entre l'Asie et le marché européen⁵⁵. Ceci explique l'appétence des Fonds souverains arabes pour les plateformes logistiques et les connexions terrestres et portuaires en Russie. Il s'agit en outre pour les pétromonarchies de sécuriser, à travers ces investissements, les circuits d'acheminement de denrées agricoles qu'elles importent pour leur consommation domestique. Enfin, les sommes injectées dans des entreprises de défense s'inscrivent dans

⁵¹ « Qatar Invests up to \$2 Billion in Projects of Russia's Novatek – Ambassador », *RBK*, 20 février 2017. Information à prendre avec beaucoup de précaution, selon d'autres sources issues du milieu de l'industrie énergétique consultées par l'auteur à Moscou (juin 2017).

⁵² « Glencore-QIA Deal for Rosneft Stake Starts to Lose its Lustre », *Financial Times*, 18 janvier 2017.

⁵³ « Катарский суверенный фонд инвестирует в российскую экономику ещё \$2 млрд » (« Le Fonds souverain du Qatar investit \$2 milliards supplémentaires dans l'économie russe »), *Regnum*, 25 janvier 2017.

⁵⁴ Richard Sakwa, « Shifting Plates and Perceptions », in « Russian Foreign Policy and the GCC », *Trends Working Paper*, avril 2016, p. 27.

⁵⁵ Voir Caroline Piquet, *Les Pays du Golfe, de la perle à l'économie de la connaissance. Les nouvelles terres du libéralisme*, Paris, Armand Colin, 2013.

les efforts déployés principalement par les Émirats arabes unis pour se constituer une base industrielle et technologique de défense⁵⁶.

Parmi les dernières plateformes d'investissement lancées par le FRID avec un partenaire étranger moyen-oriental figure la *joint-venture* russo-turque lancée en mars 2017, à l'occasion de la visite du président Erdogan à Moscou. Le **Fonds d'investissement russo-turc** a été créé le 10 mars 2017 et doté de \$1 milliard, financés à parts égales par les deux acteurs ; son objectif est de soutenir le développement de projet sur les territoires russe et turc. Ankara envisage par ailleurs de prendre les mesures nécessaires pour permettre au système de paiement russe *Mir* (le « Visa » russe) de fonctionner en Turquie. Cette dernière mesure permettrait de protéger Russes et Turcs d'éventuelles sanctions occidentales prises à l'encontre de projets communs, par exemple en Crimée. La rencontre entre les deux chefs d'État aura enfin été l'occasion de réactiver le Conseil russo-turc pour la coopération de haut niveau, qui s'était réuni pour la dernière fois en décembre 2014 à Ankara.

Le Moyen-Orient, une destination prisée par les touristes russes

L'instabilité qui affecte la rive sud de la Méditerranée depuis le début des « printemps arabes » en 2011, les conséquences de l'intervention russe en Syrie (crise avec la Turquie) et la dépréciation du rouble ont impacté les flux touristiques en provenance de Russie à destination des pays moyen-orientaux. Si 4,3 millions de touristes russes ont choisi une destination du Moyen-Orient pour leurs vacances en 2015, en 2016, ils n'ont été que 1,7 million, soit un recul net de 54 %, là aussi largement imputable à la tension russo-turque⁵⁷. Les grandes destinations prisées par les vacanciers russes – l'Égypte et la Turquie – ont en effet été profondément affectées ces deux dernières années par les contrecoups de l'intervention russe en Syrie. Jusqu'à l'explosion au mois d'octobre 2015 de l'A321 russe au-dessus du Sinaï, qui a provoqué la mort de ses 224 passagers, la Russie occupait une place prépondérante dans le tourisme, secteur économique phare de l'Égypte. Après les Britanniques, les Russes représentaient en effet le deuxième contingent de touristes étrangers (près de 3 millions de touristes en 2014). Le tarissement des flux touristiques en provenance de Grande-Bretagne et de Russie menace près de 4 millions d'emplois directs et induits en Égypte, compromettant un peu plus la stabilité économique – et donc politique – du pays, dans la mesure où les revenus générés par le secteur touristique représentent environ 12 % du PIB égyptien. En 2015 et 2016, le nombre de touristes russes se rendant en Égypte s'est effondré, en s'établissant respectivement à 14 000 et 11 000 personnes⁵⁸. Si les autorités russes estiment que les conditions de sécurité dans les aéroports égyptiens se sont améliorées, elles n'avaient pour autant pas donné leur

⁵⁶ Florence Gaub, Zoé Stanley-Lockman, « Defence Industries in Arab States: Players and Strategies », *Chaillot Papers*, EUISS, n° 141, March 2017.

⁵⁷ Source : base de données de l'agence fédérale russe pour le Tourisme. Par destinations du Moyen-Orient, nous entendons l'Iran, l'Irak, la Turquie, le Liban, Israël, la Jordanie, l'Égypte, le Bahreïn, le Qatar, les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite.

⁵⁸ Il s'agit là des statistiques officielles dont dispose Rostourism. Les vacanciers russes qui le souhaitent ont toutefois la possibilité de rejoindre les stations balnéaires égyptiennes via des pays tiers, comme Israël ou la Jordanie. Ces flux ne sont évidemment pas décomptés dans les statistiques officielles et sont difficilement mesurables.

feu vert à la reprise des vols directs entre la Russie et l'Égypte fin 2017⁵⁹. La crise russo-turque a aussi lourdement affecté le secteur touristique en **Turquie**. Si près de 4,2 millions de touristes se sont rendus sur les côtes turques en 2014, et encore 3,4 millions en 2015, en 2016, ils n'auront été qu'un peu moins de 800 000 en raison de la suspension par les autorités russes des vols charters en direction de la Turquie⁶⁰. La Turquie reste toutefois, et de loin, la destination principale pour les visiteurs en provenance de Russie avec 46 % du contingent touristique russe sur le Moyen-Orient. Signe du réchauffement des relations bilatérales, les flux de touristes russes semblent être revenus à leur niveau « ante crise », au cours de l'année 2017. Sur les trois premiers trimestres de 2017, les visiteurs russes représentent en effet plus d'un tiers du contingent touristique étranger en Turquie, soit 3,6 millions de personnes sur un total de 9,5 millions de vacanciers⁶¹. Les fluctuations des flux touristiques en direction de ces deux destinations phares a permis à certains États de la région de tirer leur épingle du jeu en se posant comme des destinations alternatives.

C'est le cas d'**Israël** qui, bien que figurant depuis plusieurs années parmi les destinations favorites des Russes en Méditerranée du Sud, se place sur un segment de clientèle supérieure. Autrement dit, les touristes russes qui souhaitent se rendre en vacances à Eilat, sur la mer Rouge, devront déboursier plus d'argent qu'ils ne le feraient pour se rendre à Antalya ou Charm el-Cheikh. Au demeurant, le flux de touristes russes se rendant dans l'État hébreu connaît aussi une érosion ces dernières années : de 361 000 en 2014, leur nombre est passé à un peu moins de 300 000 en 2015, et à 303 000 en 2016, ce qui représente une diminution de 16 % par rapport à 2014. Israël conserve toutefois sa troisième place en tant que destination de villégiature pour le tourisme russe au Moyen-Orient (7 % du contingent touristique en 2015, 17 % en 2016). Bien qu'elle sorte du champ de notre étude, la **Tunisie** mérite d'être mentionnée dans la mesure où elle a vu bondir le nombre de ses visiteurs russes en 2016 : s'ils étaient un peu moins de 50 000 à se rendre sur les côtes tunisiennes en 2015, ce ne sont pas moins de 624 000 vacanciers russes qui ont séjourné en Tunisie en 2016, soit une augmentation record de 1185 %⁶². Les **Émirats arabes unis** ont aussi attiré la clientèle issue de Russie et se sont hissés, en 2016, à la deuxième place des destinations privilégiées par les Russes pour leurs vacances au Moyen-Orient. Le flux de visiteurs russes a connu un rebond en 2016 avec un peu moins d'un demi-million de touristes (29 % du contingent touristique russe visitant le Moyen-Orient), par rapport à 2015 et ses 472 000 vacanciers (11 % des flux). Toutefois, ces chiffres restent en-deçà de ceux de 2014 (737 000 visiteurs). Les Émirats feraient partie des pays nouvellement privilégiés par les Russes désireux d'acquérir une résidence secondaire à l'étranger, alors que dans le même temps, ceux qui disposent d'un pied-à-terre en Turquie

⁵⁹ La question de la reprise des vols directs entre les deux pays a été abordée par Vladimir Poutine et le Président égyptien al-Sissi lors de leur entrevue au Caire, le 11 décembre 2017. Cette reprise aurait pu être annoncée fin 2017, mais l'attentat contre une mosquée qui a fait 300 morts dans le Sinaï le 24 novembre a probablement eu pour effet de retarder la reprise des vols. Les vols pourraient ainsi reprendre dès février 2018. « Небо над Египтом приоткрыли » (« Le ciel égyptien a été rouvert »), *RBK*, 15 décembre 2017.

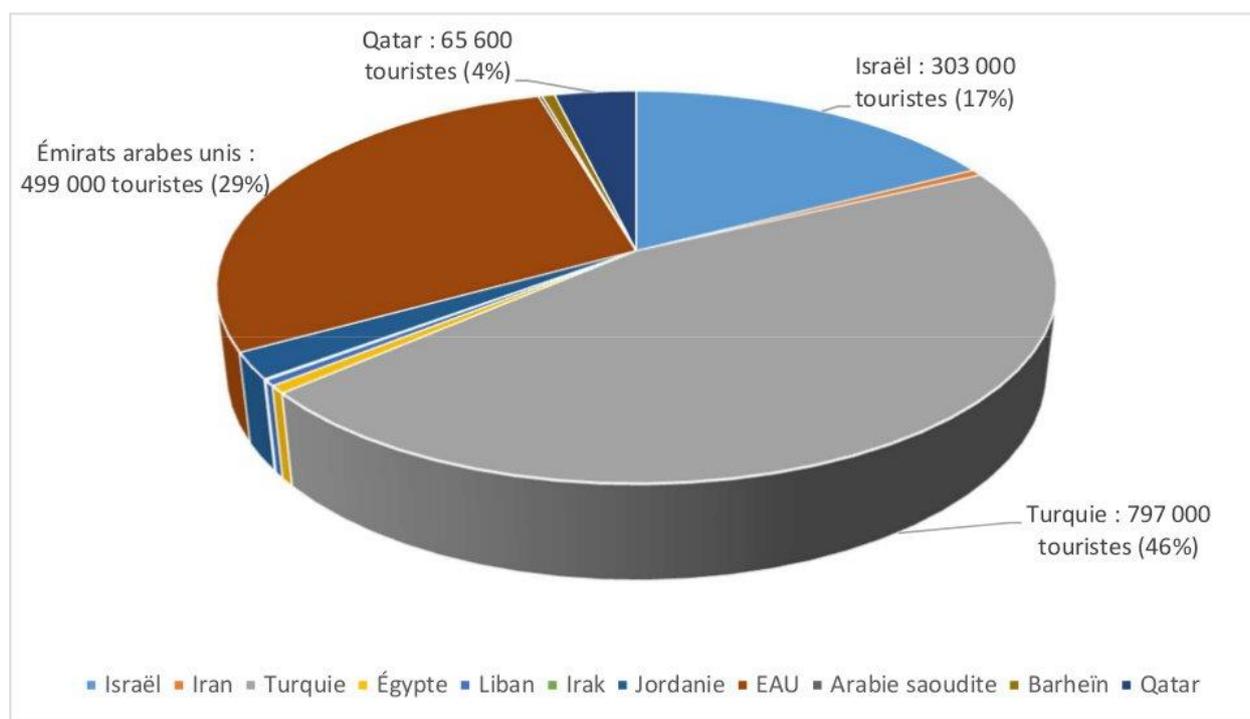
⁶⁰ Source : base de données de l'agence fédérale russe pour le Tourisme.

⁶¹ « Каждый третий турист в Анталье – россиянин » (« Un touriste sur trois est Russe à Antalya »), *Anadolu*, 5 novembre 2017.

⁶² *Ibid.* En 2016, presque toutes les destinations européennes ont accueilli moins de touristes russes qu'en 2015.

semblent depuis 2015 de plus en plus enclins à le vendre⁶³. Enfin, il convient de noter la progression enregistrée par la **Jordanie**, où se sont rendus 38 000 touristes russes en 2016 contre 9 000 l'année précédente.

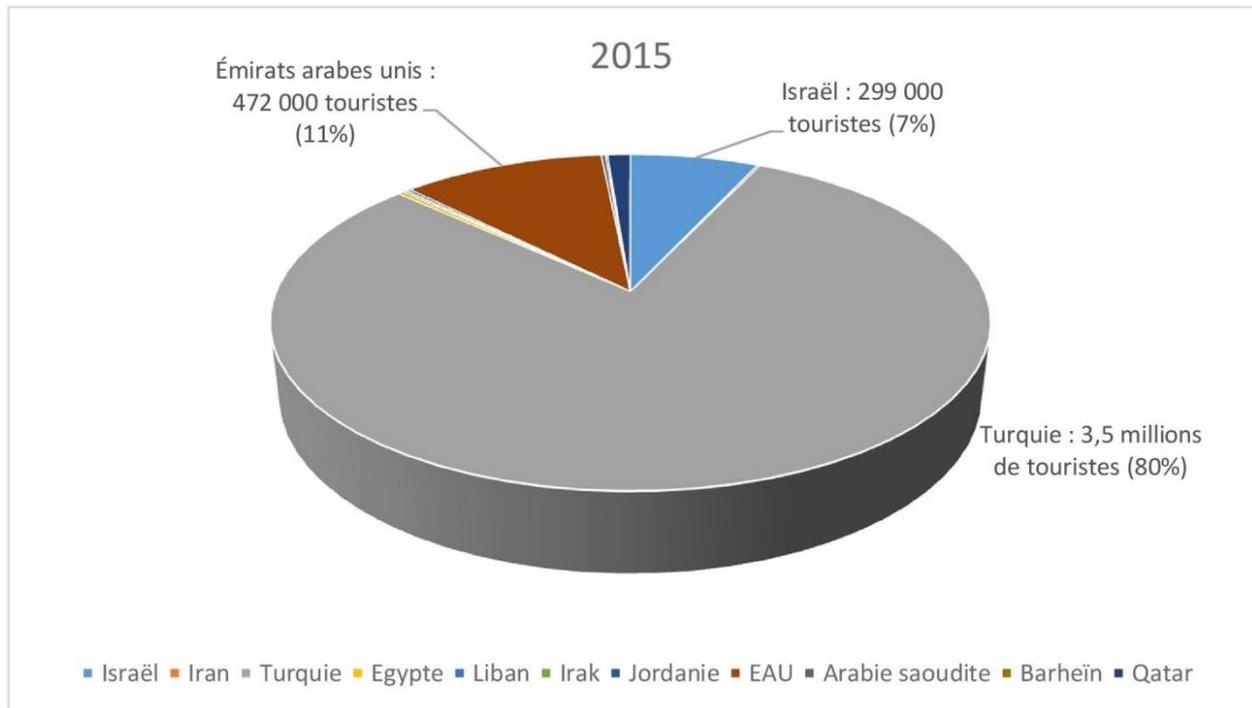
Graphique 9 : Destinations de touristes russes au Moyen-Orient en 2016



Source : base de données de l'Agence fédérale russe pour le Tourisme

⁶³ La Bulgarie, destination très prisée par les Russes, qui y possèdent de nombreux biens immobiliers, semble aussi de plus en plus délaissée au profit du Monténégro. « Не нужен нам берег Лазурный » (« On n'a plus besoin de la Côte d'Azur »), *Rossiïskaïa Gazeta*, 19 décembre 2016.

Graphique 11 : Destinations des touristes russes au Moyen-Orient en 2015



Source : base de données de l'Agence fédérale russe pour le Tourisme

Les flux touristiques contribuent à une meilleure connaissance entre les individus et les cultures, et en ce sens, ils aident au développement des liens humains entre la Russie et les États du Moyen-Orient. Force est toutefois de constater que les pays qui tiennent la palme des destinations – la Turquie et Israël – sont déjà bien connus des Russes : la Turquie, par sa proximité géographique, et Israël, par sa proximité humaine, avec son million de citoyens israéliens russophones arrivés dans l'État hébreu depuis l'espace post-soviétique au cours des années 1980 et, surtout, 1990. Le cas des Émirats arabes unis est ainsi d'autant plus intéressant que cette deuxième place inattendue fait écho au développement soutenu des liens commerciaux et financiers qui caractérise, comme nous l'avons vu, les relations entre Moscou et les Émirats.

À la recherche de nouveaux ressorts pour développer le commerce russo-moyen-oriental

Si le commerce entre la Russie et le Moyen-Orient a connu une phase de croissance depuis 1991, il peine à franchir un saut quantitatif alors même que, depuis la crise ukrainienne, Moscou souhaite diversifier ses flux commerciaux et financiers en les rendant moins dépendants de l'Occident. Cependant, le commerce russo-moyen-oriental a bien résisté à l'onde de choc des « printemps arabes » : la diminution constatée en 2015 et 2016 du volume commercial ne lui est en effet pas propre et concerne tout le commerce extérieur russe pour ces deux années. Enfin, l'intervention militaire russe en Syrie est encore trop récente pour produire des résultats visibles – positifs ou négatifs – sur la balance commerciale de la Russie avec le Moyen-Orient. Dans ce contexte, le Kremlin compte en

premier lieu capitaliser sur ses liens renouvelés avec l'Égypte du maréchal al-Sissi et avec l'Iran – aux côtés duquel il intervient militairement en Syrie depuis fin septembre 2015 – afin d'apporter un nouvel élan à son commerce moyen-oriental. Ces deux États se trouvent aujourd'hui au cœur de projets d'ampleur visant à développer et soutenir sur le long terme les échanges économiques russes non seulement avec le Moyen-Orient, mais aussi avec l'Afrique.

L'Égypte : la porte de l'Afrique

Depuis l'arrivée au pouvoir du maréchal al-Sissi au mois de juillet 2013, les relations russo-égyptiennes connaissent une montée en puissance qui touche aussi bien le domaine de la défense (contrats d'armement) que le domaine énergétique (projet de centrale nucléaire par Rosatom à el-Daaba) et la diplomatie (fortes convergences sur les dossiers syrien et libyen)⁶⁴. Ce rapprochement a permis de raviver un projet bilatéral déjà envisagé sous Hosni Moubarak⁶⁵ : la création d'une zone industrielle russe en Égypte. Placé sous la responsabilité du ministère russe de l'Industrie et du Commerce et du ministère égyptien pour la Production militaire, ce projet se situe aujourd'hui dans une phase préparatoire avancée. Lors de sa rencontre en avril 2017 avec le ministre égyptien de la Production militaire, Mohamed el-Assar, le ministre russe de l'Industrie et du Commerce, Denis Mantourov, qualifiait la zone industrielle russe de « projet pivot » pour les relations industrielles et commerciales russo-égyptiennes⁶⁶. Ce projet, par son ampleur, dépasse le cadre strictement bilatéral des liens entre Le Caire et Moscou.

Sa population de plus de 92 millions d'habitants fait de l'Égypte un des pays les plus peuplés du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ainsi qu'un débouché à fort potentiel pour l'industrie russe, qui pourrait compter en outre sur une main-d'œuvre abondante. Situé au cœur de la route maritime qui relie l'océan Indien à la Méditerranée via la mer Rouge et le canal de Suez, le pays voit transiter chaque année près de 20 % du commerce mondial. Il n'est donc pas étonnant que Moscou ait cherché à réactiver ce projet de zone industrielle, qui pourrait de plus bénéficier des infrastructures et des réseaux déjà existants en matière de transport maritime, fluvial, terrestre – via le rail –, et aérien. Trois sites avaient été considérés pour l'implantation de la zone industrielle : l'aéroport d'el-Alamein, celui de Borg el-Arab, près d'Alexandrie, et Port Saïd Ouest. C'est finalement ce dernier qui a été retenu, et avec lui, c'est la route maritime qui l'emporte sur les voies aériennes, qui sous-tendaient les deux autres options. Devant disposer d'une surface de plus de 2 500 ha, la zone industrielle russe sera située au débouché Nord du canal de Suez, elle sera connectée au réseau ferré et bénéficiera de la proximité immédiate du terminal de containers de Port Saïd. La construction de la zone est prévue pour débuter fin 2018, après la signature de l'accord intergouvernemental afférent, qui doit intervenir en juin 2018.

⁶⁴ Voir Igor Delanoë, « Poutine - Al-Sissi : l'alliance russo-égyptienne retrouvée ? », *Moyen-Orient*, n° 30 (avril-juin 2016), pp. 42-47. Il existe toutefois des divergences, par exemple sur la crise entre le Qatar et les autres pétromonarchies du Golfe, ou encore sur le Yémen.

⁶⁵ Нурхан Аш-Шейх, « Египет-Россия: от партнерства к союзничеству, что мешает двум странам достичь нового уровня взаимодействия? », *АЗИЯ И АФРИКА сегодня* (Nourhan el-Cheik, « Égypte-Russie : du partenariat à l'alliance, qu'est-ce qui empêche les deux pays d'atteindre un nouveau niveau de coopération ? »), n° 3, 2016, p. 50.

⁶⁶ « Россия и Египет обсудили перспективы расширения промышленной кооперации » (« La Russie et l'Égypte ont discuté des perspectives d'élargissement de leur coopération industrielle »), i-Mash, 20 avril 2017.

Le maître-mot pour qualifier ce projet est « localisation ». En fabriquant sur place leurs produits, les industriels russes souhaitent non seulement bénéficier de l'avantage géographique procuré par la situation de l'Égypte, à la charnière de l'Afrique et du Moyen-Orient, mais également faire exporter leurs productions sous certification égyptienne vers des pays avec lesquels Le Caire dispose d'accords commerciaux avantageux⁶⁷. Ce projet de zone industrielle s'apparente ainsi à un tremplin pour le développement du business russe à destination du marché africain. Les futurs résidents de la zone devraient trouver des conditions fiscales (impôt sur les sociétés de 10 %) et matérielles favorables : ils se verront offrir la possibilité de faire construire « sur plan » leurs locaux (*greenfields*) ou d'occuper des surfaces modulables allant de 1 000 m² à 10 000 m² (*brownfield*). Des services juridiques ainsi que des guichets uniques pour accéder aux services administratifs russes et égyptiens seront proposés directement sur place⁶⁸. Les résidents potentiels concernés par ce projet sont des industriels russes de l'automobile (UAZ, GAZ...), du secteur énergétique (Gazprom Neft, Tatneft, Inter RAO...), de l'agriculture, de l'industrie chimique... Certains armuriers entendent aussi développer des infrastructures sur place, toujours dans une logique de conquête ou de réinvestissement de marchés. C'est le cas par exemple d'OuralVagonZavod qui a laissé entendre qu'il serait prêt à assembler sous licence des chars d'assaut T-90S en Égypte⁶⁹. La localisation de la production sur place permettrait aussi à l'armurier russe de réduire certains coûts liés à la maintenance et à l'entretien lourd des chars, si les Égyptiens venaient à en acquérir. Enfin, Le Caire s'est montré intéressé par le secteur russe des constructions navales civiles⁷⁰ ; un domaine qui pourrait aussi trouver sa place dans le projet de zone industrielle russe à Port Saïd.

Bénéficiant d'appuis au plus haut niveau de l'État en Russie et en Égypte, ce projet ambitieux s'inscrit dans la dynamique russe de diversification et de conquête des marchés. Il s'inscrit dans une stratégie de projection des capacités de production d'industriels russes au voisinage des routes maritimes permettant d'atteindre les pays d'Afrique subsaharienne et, pourquoi pas, à plus long terme, ceux d'Amérique du Sud, via la route maritime qui relie la Méditerranée à l'océan Atlantique. Il s'agit là de deux continents où l'offre russe est en mesure de répondre à une certaine demande émanant de pays avec qui Moscou maintient par ailleurs des liens politiques féconds (Nigéria, Namibie, Angola pour l'Afrique, Venezuela en Amérique du Sud). Ces derniers ne seraient pas mécontents de voir une implication économique plus grande de la Russie qui permettrait d'introduire un rééquilibrage par rapport notamment à la présence chinoise.

Le corridor Nord-Sud : bientôt une nouvelle route vers le Golfe persique ?

L'idée de créer un corridor Nord-Sud reliant le territoire iranien à la Russie via l'Azerbaïdjan a été émise dès 2000, lors d'un sommet trilatéral entre l'Inde, l'Iran et la

⁶⁷ Par exemple le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) ou l'Association européenne de libre-échange (AELE). Citons aussi la Zone de libre-échange africaine, qui regroupe presque tous les États de l'Afrique du Sud et de l'Ouest ainsi que l'Égypte et la Libye.

⁶⁸ « Российская промышленная зона в Египте » (« La zone industrielle russe en Égypte »), document du MinPromTorg (ministère russe de l'Industrie et du Commerce), 2016.

⁶⁹ « Россия создаст завод по сборке Т-90С в Египте » (« La Russie établira une usine pour l'assemblage de T-90S en Égypte »), Lenta, 4 juillet 2017.

⁷⁰ « Египет заинтересовался наработками российского судостроения » (« L'Égypte s'intéresse aux constructions navales russes »), sudostroenie.ru, 2 mars 2017.

Russie à Saint-Pétersbourg⁷¹. Vu de Moscou, le développement d'un tel corridor présente un double intérêt. Il ouvre tout d'abord une route à travers l'Iran vers le Golfe persique et le sous-continent indien, ce qui permettrait de rompre l'isolement géographique qui leste le développement des relations entre la Russie et les pétromonarchies sunnites du Golfe, tout en soutenant le commerce russo-iranien. Car outre la relative incompatibilité de leurs économies, la faiblesse du volume du commerce entre la Russie et les monarchies arabes sunnites s'explique aussi par l'absence ou le peu de routes commerciales pour relier le territoire russe à ces pays. Moscou cherche donc à ouvrir de nouveaux corridors marchands et à développer ceux existants, notamment via les investissements dans les infrastructures portuaires russes menés conjointement avec les Émiratis. D'autre part, le corridor Nord-Sud permettrait à la Russie de capter une partie des flux de containers qui partent de l'Asie du Sud-Est à destination de l'Europe, et qui transitent aujourd'hui majoritairement par voie de mer, à travers le canal de Suez et la Méditerranée. Ainsi, le projet de corridor russo-irano-azerbaïdjanais fait écho, au plan géographique, au projet de zone industrielle préparé par Moscou et Le Caire. Ces deux projets permettent à la Russie de se positionner sur des axes commerciaux d'importance mondiale ayant pour destination finale le marché européen.

Le projet de corridor Nord-Sud a été réactivé en janvier 2016, à la faveur de la levée partielle des sanctions internationales qui pesaient sur l'Iran en raison de son programme nucléaire. Dès le mois de mars 2016, le président azerbaïdjanais Aliiev s'est rendu à Téhéran pour rencontrer son homologue iranien, Hassan Rohani. Au cours de cette visite, un accord bilatéral est signé en vue de la construction d'un chemin de fer à travers la frontière irano-azerbaïdjanaise. Le mois suivant, les ministres des Affaires étrangères russe, azerbaïdjanais et iranien se sont retrouvés à Bakou et ont évoqué la question du corridor Nord-Sud. Enfin, en août 2016, ce sont les présidents des trois pays qui se sont rencontrés, également à Bakou, lors d'un sommet trilatéral largement perçu comme marquant le lancement du projet de corridor⁷². Long de près de 7 200 kilomètres, cet axe marchand Nord-Sud doit alterner les modes de transport maritime, ferroviaire et routier, le point de transbordement des marchandises en Iran étant le port de Bandar-Abbas. Il nécessite cependant d'importants investissements, notamment dans la modernisation et l'électrification du réseau de chemins de fer iranien. Dès l'automne 2015, alors que Moscou intervenait militairement dans le conflit syrien, Vladimir Poutine indiquait que la Russie était prête à investir \$5 milliards en Iran dans 35 projets jugés prioritaires dans la sphère énergétique (centrales électriques), dans la construction de terminaux maritimes et dans l'électrification du réseau ferré⁷³. La société des Chemins de fer de Russie (RZD) devrait par exemple prendre part au projet d'électrification de près de 500 kilomètres de voies ferrées entre Garmsar et Inche Burun, des travaux dont le coût s'élèverait à €1,2 milliard. En juin 2016, Moscou a ainsi débloqué une ligne de crédit de €2,5 milliards au profit de Téhéran. Plus qu'un projet d'axe logistique, le corridor Nord-Sud doit aussi permettre à la Russie de conserver en Iran une position de partenaire privilégié, alors que le marché iranien post-sanctions s'ouvre progressivement aux acteurs économiques

⁷¹ Yana Zabanova, « Connecting Iran and the South Caucasus: Competing Visions of the North-South Corridor », *Caucasus Analytical Digest*, n° 92, février 2017, p. 7.

⁷² *Ibid.*, p. 8.

⁷³ « Тегеран диктует условия Москве » (« Téhéran dicte ses conditions à Moscou »), *Nezavissimaia Gazeta*, 7 juin 2016.

occidentaux, malgré le durcissement de la posture américaine à l'égard de Téhéran constaté depuis l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche. À ce titre, il convient de ne pas écarter le possibilité que certains investisseurs européens se tournent vers des banques ou des intermédiaires économiques russes afin de pouvoir développer des projets dans la république islamique, dans le contexte des nouvelles sanctions américaines⁷⁴. Vu de Téhéran, le corridor Nord-Sud pourrait contribuer à la diversification des routes commerciales et lui permettre d'atténuer sa trop grande dépendance vis-à-vis du voisin turc, par lequel transite l'essentiel du commerce iranien en direction de l'Ouest⁷⁵.

La finance islamique : un avenir incertain en Russie

Le Kremlin mobilise la « fibre islamique » dans ses relations avec des pays du Moyen-Orient en mettant à contribution certaines des républiques musulmanes de la Fédération de Russie. C'est notamment le cas avec le République du Tatarstan et, dans une moindre mesure, avec celle de Tchétchénie. Kazan a ainsi développé une forme de diplomatie complémentaire à l'endroit des États moyen-orientaux selon la ligne et le cadre fixés par Moscou, et certaines de ces initiatives concernent aussi l'économie. La République du Tatarstan s'est ainsi particulièrement investie dans le développement des liens commerciaux avec les pays musulmans, et son président, Roustan Minikhanov – qui bénéficie du titre de Conseiller et messenger du Kremlin pour les relations entre la Russie et le monde musulman –, souhaite faire de sa République une plateforme économique entre l'Asie centrale, la Russie, le Moyen-Orient et l'Afrique musulmane. En 2009 – en pleine crise économique –, le Tatarstan lance à cette fin le Kazan Summit, un salon international volontiers présenté par les autorités tatarstanaïses comme le « Davos du monde musulman »⁷⁶, qui vise à promouvoir et développer les relations économiques et financières entre la Russie et les États du « monde islamique ». Cet événement, qui se déroule chaque année, est réalisé sous le patronage de la Russie et de l'Organisation de la conférence islamique (OCI)⁷⁷. Lors de la dernière édition qui s'est tenue au mois de mai 2017, ce sont plus de 2 600 entreprises, institutions et organisations qui ont participé au salon, qui a aussi vu une quinzaine d'ambassadeurs et des représentants officiels prendre part à une série de conférences⁷⁸.

Avec une population musulmane de près de 20 millions de citoyens, la Russie constitue par ailleurs un marché propice au développement de la finance islamique⁷⁹. Ce mode de

⁷⁴ « U.S. Announces New Iran-related Sanctions », site du Département d'État américain, 18 juillet 2017.

⁷⁵ Yana Zabanova, « Connecting Iran and the South Caucasus: Competing Visions of the North-South Corridor », *art. cit.*, pp. 7-8.

⁷⁶ Entretien réalisé par l'auteur avec un représentant de la République du Tatarstan, Moscou, décembre 2017.

⁷⁷ La Russie dispose du statut d'observateur à l'OCI depuis 2005.

⁷⁸ Voir le site de Kazan Summit 2017. On remarque une présence appuyée de représentants du Bahreïn et des Émirats arabes unis. <https://kazansummit.ru/>

⁷⁹ La finance islamique se démarque de la finance « traditionnelle » par l'absence de la pratique de l'usure. Il n'y a donc pas de taux d'intérêt pour les prêts qui, en outre, ne peuvent être consentis pour financer des opérations jugées risquées, peu transparentes ou dépendant du hasard (contrats d'assurance, activités liées aux jeux d'argent...). Les sommes prêtées doivent par ailleurs être rattachées à des actifs réels. Enfin, créanciers et emprunteurs partagent les pertes et les profits. Il s'agit là de quelques-unes des spécificités qui définissent la finance islamique et qui s'inspirent des écrits du Coran. Voir Wadi Mzid, « La finance islamique : principes fondamentaux et apports potentiels dans le financement de la croissance et du développement », *PapersIEMed*, n° 13, 2012, pp. 49-70.

financement n'en est qu'à ses balbutiements en Russie, mais il a cependant bénéficié d'un regain d'intérêt depuis la crise financière de 2009, l'entrée en vigueur des sanctions occidentales en 2014 ainsi que la chute des cours du prix du baril de brut constaté dès 2015. Les huit républiques autonomes musulmanes russes – Tatarstan, Bachkortostan, Tchétchénie, Karatchaïévo-Tcherkessie, Kabardino-Balkarie, Ingouchie, Daghestan et Adygué – ont été touchées de manière variable par la crise économique, les sanctions et l'effondrement des prix du pétrole, mais toutes ont manifesté un intérêt pour la finance islamique. Leur dépendance vis-à-vis des fonds fédéraux est elle aussi plus ou moins élevée : Moscou subvient à hauteur de 80 % à 90 % du budget en Tchétchénie et au Daghestan, alors qu'au Tatarstan et au Bachkortostan, cette part est moins importante⁸⁰.

Le budget fédéral étant soumis à de fortes contraintes et les régions russes ayant vu les possibilités de refinancer leur dette diminuer en raison des sanctions qui pèsent sur nombre de banques nationales, la finance islamique apparaît dès lors comme une nouvelle source de capitaux qu'il convient d'explorer. Elle représente en outre un vecteur pour le développement de liens directs entre les régions musulmanes russes et des pays du Moyen-Orient. Vu du Kremlin, le recours à ce mode de financement présenterait l'avantage d'ouvrir un canal pour attirer des fonds en provenance du Golfe. Toutefois, à ce jour, la législation russe ne permet pas de pratiquer la finance islamique sur le territoire de la Fédération de Russie, notamment parce qu'elle ne répond pas aux canons des activités « traditionnelles » de ce secteur⁸¹.

Depuis le début des années 2010, le recours à la finance islamique a cependant été tenté de manière limitée et à titre expérimental par certains établissements bancaires russes. Par exemple, depuis 2011, la banque tatarstanaise AK Bars a levé près de \$160 millions en recourant à des instruments financiers islamiques⁸². En mars 2015, la Banque centrale russe autorisait le Tatarstan à considérer à titre exploratoire le recours à la finance islamique, tandis qu'au mois de mai suivant, le ministère des Finances rejetait un projet de législation visant à accorder un cadre légal aux activités liées à ce type de financements⁸³. L'enjeu pour Moscou est à la fois financier et régalién. Si le Kremlin se réjouirait de voir affluer des fonds en provenance des pays du Golfe dans les régions russes, y compris les entités musulmanes, il souhaiterait que cela ne se traduise pas par une perte de contrôle du pouvoir central sur ses sujets. De plus, Moscou souhaiterait disposer d'un droit de regard sur les projets faisant l'objet de financements islamiques. L'époque où la Russie portait des accusations contre certaines monarchies sunnites arabes – principalement le Qatar et l'Arabie saoudite –, présentées dans les années 1990 et encore au cours des années 2000 comme les bailleurs de fonds des mouvements séparatistes et terroristes dans le Caucase russe, n'est pas si lointaine. Le Kremlin, quelque peu pris dans ses contradictions, conserve ainsi une méfiance atavique face aux activités déployées par les pétromonarchies du Golfe, toutes limitées qu'elles puissent être, dans les régions russes, surtout les musulmanes. Aussi, plus que l'absence de cadre juridique et législatif⁸⁴, ce sont bien des barrières qui

⁸⁰ « Russia's Muslim Regions Turn to the Gulf for Help », Stratfor, 18 juillet 2016.

⁸¹ Ibid.

⁸² « Facing Sanctions, Russian Banks Look to Build Islamic Finance Know-How », Reuters, 9 février 2015.

⁸³ « A Common Wealth: Building Gulf-CIS Ties », *The Economist*, p. 19.

⁸⁴ « Why Islamic Banking is not Working in Russia », *Russia beyond the Headlines*, 29 mars 2017.

relèvent de la méfiance qu'il conviendra de surmonter – si tant est que Moscou souhaite laisser se développer ce type de financement dans ses régions.

Une autre voie semble enfin envisagée par la Russie en matière de finance islamique. Moscou et Téhéran travailleraient en effet à l'établissement d'une banque islamique qui servirait au financement de projets non seulement en Russie et en Iran, mais aussi dans des pays tiers. Russes et Iraniens envisageraient par ailleurs le recours à la monnaie nationale – le rouble ou le rial iranien – afin de se prémunir contre d'éventuelles sanctions occidentales susceptibles d'affecter leurs activités⁸⁵. Le Kremlin semble moins réticent à envisager le développement du financement islamique iranien. Tout d'abord, si ce projet devait aboutir, il se réaliserait dans le cadre d'une banque russo-iranienne, ce qui garantirait à Moscou un droit de regard sur la provenance et la destination des fonds. D'autre part, la République islamique dispose de nettement moins de moyens financiers que les pétromonarchies du Golfe. Enfin, le Kremlin n'a jamais accusé l'Iran d'interférer dans ses affaires intérieures et de soutenir, idéologiquement et financièrement, en Russie des mouvements considérés comme terroristes par les autorités russes.

⁸⁵ « Iran, Russia Explore Setting up Islamic Bank », Reuters, 14 décembre 2016.

Conclusion

La Russie post-1991 a vu s'imposer à elle la nécessité de développer le vecteur économique de sa politique étrangère, délaissé par l'URSS au profit de celui de l'idéologie, de dispendieux investissements dans des projets d'infrastructures (barrages) et des partenariats dans le domaine de la défense. L'étude des grandes tendances qui affectent le commerce russo-moyen-oriental depuis la fin des années 2000 nous apprend que Moscou est parvenue à prendre pied économiquement dans une région où son « business » ne disposait guère de relais d'affaires après 1991. La Turquie, par sa proximité géographique avec la Russie, reste un poids lourds pour les échanges russes avec le Moyen-Orient, sur presque tous les plans : le commerce, les IDE, le tourisme. Pour autant, il serait inexact de s'en tenir aux chiffres *stricto sensu*, et de réduire le commerce russo-moyen-oriental au commerce entre la Russie et la Turquie. Cela reviendrait à ne prendre en considération que les flux gaziers russes vers ce pays, et à ignorer des tendances lourdes, parfois nouvelles et inattendues, qui se dessinent avec l'Égypte et les Émirats arabes unis. Ces tendances nous amènent ainsi à relativiser l'homogénéité des liens entre Moscou et les pétromonarchies sunnites, trop souvent décrits – à tort – comme mauvais. Ce constat s'applique aussi aux relations politiques entre le Kremlin et les pays du CCG, dont la teneur varie. La Russie a développé, au plan bilatéral, des relations fécondes avec les Émirats arabes unis, qui sont incomparablement plus dynamiques que celles avec Riyad ou Doha. Les efforts du Kremlin pour tenter de dépolitiser l'agenda économique avec les pays du CCG n'ont pas encore porté pleinement leurs fruits, mais le terreau nécessaire à l'émergence de nouvelles possibilités économiques existe bien. Une série d'obstacles se dressent face au développement du commerce entre les États arabes du Golfe et la Russie. L'offre russe, tout d'abord, qui, en dehors des équipements militaires, peine à convaincre les clients arabes du Golfe. À cela s'ajoute une connaissance mutuelle de la pratique des affaires encore parcellaire, et un investissement politique russe jugé parfois encore trop insuffisant de la part de certains acteurs arabes. Si le manque de crédibilité politique de la Russie a bien été comblé après son intervention en Syrie, elle reste encore perçue par les pétromonarchies sunnites comme trop liée à l'Iran. L'accroissement des investissements émiratis vise peut-être aussi à faire prendre conscience à Moscou qu'il existe dans le Golfe une autre voie que celle de la coopération avec Téhéran. De plus, face aux pétrodollars arabes dont son économie aurait bien besoin, la Russie reste tiraillée entre, d'une part, des réflexes souverainistes qui la conduisent à vouloir « conserver la main » sur la destination et l'usage de ces investissements, tout en se présentant, par ailleurs comme une terre d'opportunités pour les IDE. Au Levant, l'érosion du business entre la Russie et Israël ne peut désormais plus être qualifiée « d'accident de parcours ». Elle traduit un essoufflement du volume des échanges bilatéraux qui pourrait s'expliquer par une plus grande indépendance de l'État hébreu vis-à-vis des importations de gaz russe depuis qu'Israël met en valeur ses gisements *offshore* de gaz naturel. Cet essoufflement caractérise aussi les relations commerciales avec l'Iran. Reste à voir dans quelle mesure l'alliance situationnelle nouée par Moscou avec Téhéran en Syrie pourra revitaliser un partenariat économique stagnant. Les projets entrepris par la Russie pour diversifier et doper ses échanges commerciaux avec le Moyen-Orient – la zone industrielle russe en Égypte et le corridor Nord-Sud – relèvent tous deux d'une vision géopolitique de la région et s'inscrivent dans le long terme. Tandis que les projets russes dans la République islamique doivent permettre de désenclaver le Golfe arabo-persique en le rendant plus accessible au commerce venant

de Russie, le projet de corridor Nord-Sud vise aussi à capter les flux de marchandises entre la Chine et l'Europe. L'Égypte, où Moscou s'est investie politiquement, constitue une plateforme de projection pour le business russe vers des marchés prometteurs : l'Afrique, et au-delà de l'océan Atlantique, l'Amérique du Sud. Dans les affaires comme en diplomatie, la grille de lecture qui prédomine à Moscou demeure celle de la Realpolitik.